

148
FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1899

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 12 janvier 1899, à 1 heure

Par GEORGES MEYNIER

Né à Paris, le 2 février 1875

UN COURS PROVINCIAL D'ACCOUCHEMENTS AU XVIII^e SIÈCLE (GÉNÉRALITÉ DE SOISSONS)

Président : M. BUDIN, professeur.

Juges : MM. REMY,

CHARRIN,

WALLICH,

} agrégés.

PARIS

G. STEINHEIL, ÉDITEUR

2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

1899

Année 1899

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 12 janvier 1899, à 1 heure

Par GEORGES MEYNIER

Né à Paris, le 2 février 1875

UN COURS PROVINCIAL

D'ACCOUCHEMENTS AU XVIII^e SIÈCLE

(GÉNÉRALITÉ DE SOISSONS)

Président : M. BUDIN, professeur.

Juges : MM. REMY,

CHARRIN,

WALLICH,

} agrégés.



PARIS

G. STEINHEIL, ÉDITEUR

2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

1899

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen	M. BROUARDEL.
Professeurs	MM.
Anatomie.....	FARABEUF.
Physiologie.....	Ch. RICHET.
Physique médicale.....	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.....	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD.
Pathologie médicale.....	{ DEBOVE.
Pathologie chirurgicale.....	{ HUTINEL.
Anatomie pathologique.....	LANNELONGUE.
Histologie.....	CORNIL.
Opérations et appareils.....	MATHIAS DUVAL.
Pharmacologie et matière médicale.....	TERRIER.
Thérapeutique.....	POUCHET.
Hygiène.....	LANDOUZY.
Médecine légale.....	PROUST.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	BROUARDEL.
Pathologie comparée et expérimentale.....	N...
Clinique médicale.....	{ CHANTEMESSE.
Clinique des maladies des enfants.....	{ POTAIN.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	JACCOUD.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'en- céphale.....	{ HAYEM.
Clinique des maladies nerveuses.....	{ DIEULAFOY.
Clinique chirurgicale.....	GRANCHER.
Clinique ophtalmologique.....	FOURNIER.
Clinique des voies urinaires.....	JOFFROY.
Clinique d'accouchement.....	{ RAYMOND.
	{ DUPLAY.
	{ LE DENTU.
	{ TILLAUX.
	{ BERGER.
	{ PANAS.
	{ GUYON.
	{ PINARD.
	{ BUDIN.

Agrégés en exercice.

MM.	MM.	MM.	MM.
ACHARD.	DESGREZ.	LEJARS.	THIERY.
ALBARRAN.	DUPRE.	LEPAGE.	THIROLOIX.
ANDRE.	FAURE.	MARFAN.	THOINOT.
BONNAIRE.	GAUCHER.	MAUCLAIRE.	VAQUEZ.
BROCA (AUG.).	GILLES DE LA TOURETTE.	MENETRIER.	VARNIER.
BROCA (ANDRÉ).	HARTMANN.	MERY.	WALLICH.
CHARRIN.	LANGLOIS.	ROGER.	WALTHER.
CHASSEVANT.	LAUNOIS.	SEBILEAU.	WIDAL.
PIERRE DELBET.	LEGUEU.	TEISSIER.	WURTZ.

Secrétaire de la Faculté : PUPIN.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend donner aucune approbation ni improbation.

A MES PARENTS

NOUS PRIONS

MONSIEUR LE PROFESSEUR BUDIN

D'AGRÉER TOUS NOS REMERCIEMENTS POUR L'HONNEUR

QU'IL NOUS A FAIT

EN ACCEPTANT LA PRÉSIDENCE DE NOTRE THÈSE .

INTRODUCTION

Sortant de cette magnifique clinique Tarnier, où tous les éléments d'étude se trouvent si heureusement rassemblés pour l'instruction de l'étudiant, il nous a paru piquant de rechercher ce que pouvait être l'enseignement d'un professeur provincial au XVIII^e siècle. Des vacances un peu prolongées nous ont permis de trouver, aux archives départementales et municipales de Laon, des pièces assez nombreuses pour documenter une étude sur ce sujet.

Nous pensions de prime abord rencontrer un enseignement ridicule ou tout à fait insuffisant. La suite de nos recherches nous a très heureusement détrompés et notre De Berge, « professeur royal d'accouchements dans la généralité de Soissons », fait en somme assez bonne figure près de ses maîtres, Sigault et Alphonse Leroy.

L'histoire des efforts d'un intendant pour protéger l'enseignement de l'obstétrique dans sa province valait peut-être la peine d'être dite : nous espérons n'avoir pas été trop téméraire en le pensant.

A l'occasion de ce travail, qui marque la fin de nos études, l'heureuse coutume de remercier publiquement ceux qui

nous ont guidés nous permet de témoigner notre gratitude profonde à tous nos maîtres : MM. les professeurs agrégés Rigal, Vidal, Legueu et Michaux. L'affabilité et la bienveillance si longtemps prolongées de M. le D^r Darier nous font un devoir de lui adresser particulièrement un bien sincère témoignage de notre reconnaissance.

CHAPITRE PREMIER

Les accoucheuses dans la généralité de Soissons au XVIII^e siècle.

On pourrait diviser en deux classes les femmes qui faisaient, au XVIII^e siècle, métier d'accoucheuses : d'une part, celles qui se trouvaient en possession de titres régulièrement acquis, à la suite d'études plus ou moins sérieuses et en deuxième lieu les plus nombreuses accoucheuses « d'occasion » qui exerçaient sans en avoir le droit et qui, par conséquent, n'offraient aucune garantie.

Dans la première catégorie se plaçaient les sages-femmes qui avaient fait leurs études dans quelque centre important, soit à Paris, et Saint-Côme en fournissait la majeure partie, soit dans une école de chirurgie provinciale telle que Reims, par exemple. Les chirurgiens des différentes villes formaient aussi des élèves ; mais fût-elle munie des plus élogieuses attestations d'une école quelconque, une sage-femme pour exercer était tenue de passer à nouveau l'examen que lui faisait subir la communauté de chirurgie dont dépendait le pays où elle entendait pratiquer. Après quelques interrogations, après avoir touché un droit fixe qui revenait pour une part à la communauté le lieutenant du premier chirurgien du Roi pour la ville ou le bourg désigné, délivrait son autorisation. Il n'est pas exagéré de dire que toute la réglementation de l'exercice des ac-

couchements tenait dans cette formalité de l'examen passé devant ces chirurgiens.

Les villes étaient assez bien partagées ; on y montrait quelque exigence dans le choix des sages-femmes. Les officiers municipaux — et tout particulièrement le maire — avaient la charge de fournir le pays de sages-femmes expérimentées. Comme ils devaient pourvoir au recrutement des médecins, veiller à les remplacer en temps utile, surveiller les apothicaires et s'assurer de la qualité de leurs drogues, il rentrait encore dans leurs attributions de choisir les sages-femmes.

Quand, dans une ville importante, on en avait besoin d'une, le maire la faisait venir de Paris ; pour s'assurer de bons sujets, la ville s'imposait des sacrifices, faisant une rente à la sage-femme choisie. En outre elle était libérée de certains impôts : « Elle ne sera point comprise dans l'Estat des habitans sujets au logement... Elle ne sera comprise dans le Rolle du Taillon que pour un sol ». Les obligations qui incombaient à la sage-femme pensionnée de la ville étaient les suivantes : « Elle ne devait point sortir de la ville ni des faux bourgs sans en avoir obtenu la permission de M. le Maire, et en son absence de l'officier de l'hôtel de ville qui le suit » ; elle devait accoucher gratuitement les femmes qui n'auraient pu la payer et c'était au curé de dire si celle-ci ou celle-là devait ou non rentrer dans la catégorie des indigentes.

Dans les villes, la situation n'était donc pas mauvaise ; outre la ressource des chirurgiens, on trouvait assez facilement des sages-femmes sachant bien leur affaire. Mais il n'en était pas de même dans les campagnes. Nous avons dit qu'il suffisait pour exercer d'avoir satisfait à l'examen passé devant le lieutenant du premier chirurgien ; au besoin, les femmes

en recevaient quelques brèves données de pratique, mais cela ne constituait pas un enseignement bien sérieux et, pour pouvoir exercer, la grosse affaire était en somme d'acquitter les droits requis par la communauté des chirurgiens. D'autres fois, c'était un chirurgien du pays qui, faisant école, formait plus ou moins consciencieusement une villageoise au métier d'accoucheuse ; il lui donnait de son autorité privée un brevet d'accoucheuse et c'étaient là les titres dont on se contentait. Enfin, il était beaucoup plus fréquent encore de ne trouver dans les villages que des matrones plus ou moins entreprenantes qui, sans notion aucune des accouchements, opéraient au petit bonheur. On conçoit aisément tous les accidents que pouvaient entraîner une pareille organisation.

Il y avait probablement fort longtemps qu'on subissait dans la généralité de Soissons les inconvénients de ce malheureux état de choses quand, en 1760, un intendant intelligent et zélé pour le bien public, M. de Méliand, s'émut des plaintes qui lui parvenaient de tous les coins de sa province. Il résolut de s'éclairer d'abord sur la situation pour y remédier ensuite par tous les moyens dont il disposait.

CHAPITRE II

L'enquête (juin 1760).

L'intendant, M. de Méliand, eut assurément connaissance des faits malheureux dont sa province était le siège et pour en prévenir le retour, conçut le projet d'instituer un cours d'accouchements, un cours « d'instructions gratuites données par une sage-femme habile et capable d'enseigner très facilement l'art des accouchemens ». Il commença par prescrire une enquête dont il chargea tout naturellement ses subdélégués. Bientôt ceux-ci lui fournirent, de tous les coins de la généralité, les renseignements les plus complets sous forme de rapports très étudiés. La plupart des subdélégués ne s'en étaient pas fiés à eux-mêmes : beaucoup avaient sollicité l'avis des syndics, des curés de village ou mieux encore celui des sages-femmes et des médecins, chaque fois que cela leur avait été possible. C'est ainsi que le subdélégué de Crespy-en-Valois fait suivre sa réponse d'un « Rapport des trois chirurgiens de cette ville et d'une sage-femme ayant fait ses études à Paris » (1).

Les subdélégués, comme on peut bien le penser, ne furent pas tous d'accord. Les uns, plus nombreux, se rangeaient à l'avis de l'intendant et entraient pleinement dans ses vues. C'étaient les subdélégués de Vervins, Soissons (où devait se

(1) C. 629. *Réponses des subdélégués de Crépy-en-Valois*, 14 juin 1760.

tenir le cours), Coucy-le-Château, la Fère, Ribemont, Noyon, Neuilly-Saint-Front, Guise et Laon. Au contraire cinq subdélégués, ceux de Château-Thierry, Chauny, Clermont, Ham, Hirson, ne voyaient pas la nécessité d'une pareille institution : les sages-femmes de leurs subdélégations étaient assez nombreuses, connaissaient bien leur affaire ; les femmes qui avaient recours à leurs bons offices s'en montraient satisfaites et dans ces conditions, les subdélégués rejetaient comme inutile le projet de l'établissement d'un cours d'accouchement. D'autres enfin, tout en reconnaissant l'utilité du projet de l'intendant, pensaient qu'il valait bien mieux accorder des subsides à quelques femmes intelligentes pour leur permettre d'aller étudier à Paris. Le subdélégué de Noyon (1) après avoir consulté à ce sujet le sieur Richard, médecin à Noyon, est d'avis « qu'il y aurait plus d'intérêt et d'utilité à ce que chaque ville de la généralité envoyast à Paris une jeune femme de bonne volonté et de bonnes mœurs. *Elle feroit plus de progrès en six mois à l'Hotel Dieu que pendant six ans en province* ».

Le subdélégué de Clermont émettait de même un avis défavorable : « Clermont, dit-il, a deux matrones venant de l'Hotel Dieu de Paris dont le talent ne soulève la moindre critique et des chirurgiens en état de les aider. Dans les campagnes, il y a des femmes qui pratiquent avec succès. D'ailleurs les frais de voyage seraient plus onéreux de Clermont à Soissons que de Soissons à Paris. »

Les subdélégués, défavorables au projet, le repoussaient donc uniquement parce que les secours médicaux ne faisaient pas faute à leurs administrés. Aussi d'ordinaire se bornent-ils à répondre à l'intendant qu'ils ont dans leur subdélégation

(1) *Archiv. départ. Aisne*. C. 629, 29 mai 1760.

et sages-femmes et médecins suffisants de toute façon, en nombre comme en capacité et qu'ils ne réclament rien de plus qu'ils n'ont. Nous donnerons pourtant la réponse du subdélégué de Château-Thierry qui se classe à part par son originalité (1).

Monseigneur,

« Il y a toujours icy des sages femmes habiles et nous en avons une dont les dames sont si contentes, qu'elles s'encouragent à faire beaucoup d'enfans. La campagne n'en est pas non plus dépourvüe, outre qu'il y a des chirurgiens accoucheurs, je ne prévois pas que notre pays profite de l'école que vos soins et vos bontés tant pour les villes que la campagne, vous portent d'établir. Qu'une sage femme nous manque aujourd'huy, elle *est remplacée sur le champ par quelqu'échappé de Saint Côme* et je ne les laisse pas sans pratiques, soit directement, soit indirectement, au moyen de quoy j'achève de les former. Quoy que nous ne soyons pas dans le cas de faire usage du secours essentiel que vous voulés bien procurer à la province, il peut se faire que d'autres partyes, en ayant besoin pour y former de bons sujets qui n'estropient ny les dames ni leur fruit, surtout les masles, qui est la meilleure espèce.

Je suis avec un très profond respect,

Monseigneur,

Votre très humble et obéissant serviteur.

A Château-Thierry, ce 11 juin 1760. »

Mais si quelques subdélégués désapprouvaient nettement le projet de leur intendant ou tout au moins trouvaient inu-

(1) C. 629. *Cours d'accouchements de Soissons. Réponse du subdélégué de Château-Thierry.*

tile son application dans leur subdélégation, la grande majorité souhaitait ardemment sa réalisation : ceux-là dépeignaient avec un luxe de détails dramatiques souvent extraordinaire, la triste situation des villageoises abandonnées pour la plupart aux seules ressources de la nature ou, ce qui ne valait guère mieux, soignées par des accoucheuses d'occasion. Quand tout allait bien, les matrones suffisaient à leur tâche et acquéraient dans le pays un renom plus grand peut-être que mérité ; mais quand au contraire le cas était mauvais ou difficile, elles s'en tiraient comme elles pouvaient, la mère et l'enfant manquant parfois à les imiter.

Encore les villages qui possédaient ces matrones entreprenantes s'estimaient-ils favorisés ! il en était beaucoup d'autres où le secours des « belles-mères » (c'était le nom qu'on donnait à ces femmes d'expérience) faisait totalement défaut. Tous les villages n'en possédaient pas et si l'on en connaissait une dans le voisinage, on faisait tout pour l'attirer : on lui vantait le pays, on enflait ses ressources quitte à la laisser piteusement végéter une fois qu'elle avait fixé sa résidence. « Les jeunes femmes et les bonnes âmes s'informent dans les paroisses voisines, exaltent leur pratique, *prônent le país plus prolifffiant qu'il n'est*, pour les attirer. » Dupenty, subdélégué de Vervins, dans son rapport aussi intéressant que pittoresque, nous renseigne aussi sur les garanties qu'on pouvait attendre de ces sages-femmes et sur celles qu'on prenait vis-à-vis d'elles. « Quand une place d'accoucheuse est vacante, dit-il, et qu'une femme mariée ou veuve vient s'installer, le médecin, quand nous en avons un, les chirurgiens et les femmes *interessées pour elles et pour leurs parentes amies* l'INTEROGENT,

la police l'approuve sur leur rapport : la voilà sage femme et matrone. »

Ces étranges jurys, dans la composition desquels les « femmes intéressées pour elles et leurs amies » entraient en si grande part, ne devaient pas se montrer bien sévères et le métier de candidat valait peut-être mieux qu'aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, les résultats que donnait une pareille organisation ou plutôt un tel défaut d'organisation étaient détestables. Les accidents étaient nombreux et les rapports des subdélégués fourmillent de plaintes contre celle-ci ou celui-là, accoucheur entreprenant quoiqu'ignare, qui comptait à son actif quelque magnifique bévée.

Peut-être faudrait-il aussi faire la part de l'Epoque : je veux dire qu'on avait alors une tendance à l'emphase, fâcheuse mais générale : le sujet en lui-même prêtait à de faciles et dramatiques développements, et les subdélégués, point fâchés de montrer qu'ils étaient frottés de lettres, forçaient peut-être la note. Cette exagération est surtout apparente dans quelques rapports auxquels nous nous garderions d'ajouter une foi absolue. Prenons par exemple le rapport du subdélégué de Ribemont : la situation de la subdélégation était certainement des plus fâcheuses, mais en la dépeignant, son subdélégué eût bien fait de mettre une sourdine à son emportement. Il se grise littéralement de ses violences, perd la juste mesure et... jusqu'à son orthographe. Trente ans plus tard, nous l'aurions probablement retrouvé farouche président de section, et c'eût été l'emploi tout indiqué d'une pareille éloquence. Mais laissons-le un instant dépenser sa fougue (1) : « 30 mai 1760. Réponse du subdélégué de Ribemont.

(1) C. 629.

« Il y a un chirurgien dans le département qui a entrevu Saint Côme : voila toute la science du pays : les bergers sont les plus expérimentés, et souvent dans les accouchemens difficiles, c'est à eux que l'on a recours. Que d'abus résultent de l'impéritie qui reigné dans cet art, que de charité de votre part, Monseigneur, d'y prêter votre attention. [Combien de femmes estropiés, assassinées pour ainsi dire par la faute d'ignorantes sages-femmes ? Combien d'enfans malheureux dans le même cas ? que de citoyens de moins, inutiles ou à charge, faute de veiller à cette partie qui ne fait point partout la sensation qu'elle devoit faire : non plus que l'exercice de la chirurgie. Effectivement, Monseigneur, quand on réfléchit que des chirurgiens ignars, sans expérience ont des Lettres patentes qui leur accordent la permission de tuer impunément ; *que l'argent pour passer maître est l'agent qui fait mouvoir la plume qui trace l'étallage de leurs talents* ; en vérité l'on ne peut que gémir de voir des choses si essentielles aussi négligées. Dans les villes, il y a (avec les chirurgiens qui peuvent estre instruits) des médecins qui éclairent autant qu'ils peuvent des obscurités infinies ; mais dans les campagnes ou le chirurgien peu capable, et aussi médecin, quel tort ne fait-il point à l'état en égorgent impudemment ses sujets. Il y a tant d'inspecteurs que l'on pourroit aussi et que l'on devoit en établir deux grands à la conservation de nostre espèce dans chaque généralité, scavoir un médecin et un chirurgien savants pour faire la revue de ce corps de meurtriers répandus dans les provinces, qui accouchent, font des réductions on ne peut plus mal, mais à l'abri de l'impunité opèrent hardiment et se font payer fort cher par ceux même qu'ils ont privés de l'usage de leurs membres ; ces ignars seroient réformés, Dieu et vous en seriez loués » ...etc.etc.

Heureusement tous les subdélégués n'écrivent pas d'une

encre si noire : les autres, plus réservés, sacrifient moins au plaisir de cadencer de pompeuses périodes et par contre, retournant mieux le projet de l'intendant, lui en montrent les nombreuses difficultés d'établissement. Les différents côtés de la question sont particulièrement élucidés et mis au point par le subdélégué de Laon ; son rapport est rempli de remarques judicieuses, émaillé parfois de réflexions philosophiques bien marquées de l'esprit du temps et tout à l'honneur de celui qui les émettait. Comme il résume bien la question, nous le donnerons en entier (1) :

Rapport du subdélégué de Laon, Dupuy.

« Le projet de faire venir dans votre province une sage femme habile pour l'instruction des personnes qui voudroit apprendre cette partie Est excelent surtout pour les campagnes ou bien des femmes périssent en couches pour deux raisons principales. La première effectivement par ignorance des sages femmes qui, dans les petites paroisses surtout n'ont d'autre capacité pour ces opérations qu'assez de hardiesse ou assez de charité pour les Entreprendre : ne travaillant que par routine tant que tout va comme il doit aller, elles se trouvent hors de leur sphère dès qu'il survient le moindre embarras. Heureuses cependant les paroisses où il y en a. Car, à l'exception de quelques personnes plus à leur aise que le commun qui recompensent un peu les sages femmes, ce service se rend le plus souvent par charité ; car les pauvres sont visiblement plus charitables les uns envers les autres que ne le sont les riches. A cela vient, je crois, de ce que les pauvres connaissent par eux-mêmes ce que c'est que la misère qui produit

(1) G. 629.

naturellement la compassion, et que les riches n'en ont que l'idée.

« La deuxième cause qui occasionne la perte de tant de femmes en couche est leur pauvreté. Elles n'ont pas le moyen de se ménager surtout pendant les derniers jours de leur grossesse : forcées de travailler jusqu'au dernier moment il y en a peu qui ne soient trouvées lors des premières douleurs dans des travaux rudes et fatigants qui occasionnent des accidens fâcheux. A peine sont-elles délivrées, que la même pauvreté qui les a obligé à travailler trop tard les force encore à recommencer trop tost : de là viennent les suites facheuses des couches de femme de campagne, suites qui en font périr plus que les couches mêmes. Et cela parce que la Nécessité n'a point de loy.

« L'exécution de ce projet quelque beau, quelque utile qu'il soit en luy même, quoy qu'il paroisse même aisé, pourra néanmoins trouver quelque difficulté en son chemin. Pour que ce projet puisse produire un certain bien, il faudroit que les personnes fussent jeunes, c'est-à-dire depuis 22 ans jusqu'à 30 pour qu'elles puissent travailler plus longtemps.

« 2° Qu'elles fussent en état d'être trois mois hors de travail chez elles et en même tems de vivre 3 ou 4 mois dehors à leurs dépens peut-être de donner quelque chose à la maîtresse qui les instruira ; 3° il faudroit aussy que ces élèves seussent lire et écrire pour pouvoir ce perfectionner par la lecture de quelques livres qui ont rapport à cet Etat.

« On en trouvera peu dans la campagne en qui ces trois choses se trouvent réunies : ce projet au fond ne regarde que la campagne parce que dans les villes, outre les sages-femmes, il y a des chirurgiens, dans les gros bourgs, il y a aussy des chirurgiens. De plus quelque habile que soit dans la théorie la personne chargée d'instruire les élèves, il paroît absolument nécessaire que la pratique

et le manuel de l'Art leur confirme et leur prouve sensiblement la théorie. La pratique de six accouchemens les instruira plus que 100 opérations faites en peinture ou en poupée. Un dernier obstacle est qu'on ne pourra trouver des élèves qu'autant qu'elles entrevoiront quelque espérance d'une utilité future. Ces emplois sont peu lucratifs en campagne, aussy il ne faut point espérer de trouver des élèves qui se livreront dans la vue du Bien Public seul. Ce sentiment isolé des intérêts ou de l'ambition est rare dans les personnes assez bien nés pour les avoir, assez peu occupés pour y travailler, assez riches pour le mettre en pratique sans rien désirer de plus qu'on a : à plus forte raison chez des misérables qui n'ont pas de pain assuré.

« Ces difficultés au surplus ne sont point insurmontables. On peut chercher à en trouver quelqu'unnes, on peut faire un fond pour leur nourriture pendant 3 mois, *on en trouve en France pour tant de choses inutiles ou de simples parades* ; on peut leur faire une taxe modique ou leur donner un privilège exclusif. On peut les mettre à l'abri des droits de chirurgiens et de la police ; on peut encore leur permettre d'établir par préférence dans la ville et dans les gros bourgs quand il y en manquera après qu'elles auront exercé avec succès pendant 9 ou 10 ans dans la campagne et surtout lorsqu'elles justifieront avoir bien instruit quatre autres jeunes filles ou femmes dans la campagne et cette dernière obligations aux élèves d'en instruire d'autres me paroît essentiel, car sans cela le Bien proposé ne seroit que momentané et passager ; au lieu que, obligeant ces premières élèves à l'instruction de quelques autres qui à leur tour en instruiront encore d'autres, le bien du projet se perpétueroit, il y auroit toujours dans la campagne des sages femmes plus instruites que celles qui y sont actuellement, première source de la mort des femmes en couche, quand

à l'autre source qui est la pauvreté, il n'y a qu'un miracle qui puisse lever l'obstacle et nous ne pouvons pas espérer que ce miracle arrive de nos jours. »

DUPUY.

Dupuy de Laon, tout en se montrant favorable au projet de l'intendant, ne lui en dissimulait pas les difficultés et nous avons vu les moyens qui, à son avis, pouvaient servir à les surmonter. Ces difficultés, si évidentes, ne sont méconnues par aucun des enquêteurs qui, bien au contraire, s'efforcent à les faire ressortir avec évidence.

1^o **Difficultés du projet.** — Le cours ne pouvait pas avoir lieu à Soissons seulement : dans toute la généralité on en avait un égal besoin, le professeur devait donc faire sa tournée d'enseignement dans toutes les subdélégations, et rester dans chacune d'elles un temps variable.

2^o Pourrait-on recruter en nombre suffisant, et par quel choix, les femmes qui seraient aptes à recevoir l'enseignement du professeur d'accouchements ? A supposer qu'on les trouvât en nombre suffisant, ces femmes avaient maris et enfants et point de ressources personnelles qui leur fourniraient le moyen de vivre pendant les 3 ou 4 semaines de durée du cours ? Les particuliers ? Il n'en fallait rien attendre ; « Les jeunes mariés voudraient qu'il y en ait une [sage-femme] très entendüe et qui ait fait un cours, mais peu donneraient de quoi la nourrir pour aller à Soissons faire l'apprentissage ou s'instruire » (1). Cette charge de l'entretien des élèves retomberait donc nécessairement sur l'Etat.

Mais alors même que l'Etat paierait dans ces cours singu-

(1) C. 629. Le subdélégué de Vervins à l'Intendant, 20 juin 1760.

liers au moins par ce côté le professeur et les élèves, il n'en serait pas quitte encore. Lorsque ces femmes auraient suivi les cours d'accouchement, elles iraient, munies de leur diplôme, exercer dans de petites localités. Mais dans de petites localités, on ne vit pas à faire métier d'accoucheuse 5, 10 ou 20 fois par an. Et d'autre part, si elles allaient exercer dans les gros bourgs, le but qu'on se proposait n'était plus atteint : dans les grosses agglomérations, médecins et chirurgiens ne font pas faute. Il fallait donc que l'Etat intervînt encore une fois en Dieu sauveur et qu'il assurât l'existence de ces sages-femmes ou en assujettissant les villes à une contribution fixe ou par tout autre moyen.

Là était la difficulté, et toute là. L'Intendant s'en rendit compte. Le moment était-il bien venu de demander au Roi de tels sacrifices pécuniaires ? Il en douta sans doute. « Le Trésor éprouvait les plus grands embarras, car on estimait les recettes de l'année courante (1758) à 250 millions et la dépense à 318. Le déficit réel alla beaucoup au delà (1). »

(1) DARESTE, *Hist. France*, t. VI, p. 498.

CHAPITRE III

Projet de faire venir une sage-femme d'Auvergne : Mlle du Coudray et ses machines.

L'intendant en était là de ses hésitations, quand il entendit parler d'une demoiselle du Coudray, maîtresse femme et sage-femme, établie à Clermont en Auvergne, dont l'habileté et le savoir étaient, disait-on, fort grands.

Cette femme, en dehors des soins donnés à sa clientèle, s'occupait à former des élèves. Elle y réussissait fort bien. Elle avait inventé une machine qui lui servait dans ses démonstrations et sur laquelle nous avons pu fort heureusement trouver quelques détails, fournis par Mlle du Coudray elle-même. Elle publia en effet, en 1773 un « *Abrégé de l'art des accouchements* dans lequel on donne les préceptes nécessaires pour le mettre heureusement en pratique », et dans lequel aussi elle nous donne une description intéressante de son appareil : « Le seul obstacle que je trouvois à mon projet (de donner des leçons aux femmes de campagne) étoit la difficulté de me faire entendre par des esprits peu accoutumés à ne rien saisir que par les sens. Je pris le parti de leur rendre mes leçons palpables, en les faisant manœuvrer devant moi sur une machine que je construisis à cet effet, et qui représentoit le bassin d'une femme, la matrice, son orifice, ses ligaments, le conduit appelé *vagin*, la vessie et l'intestin *rectum*. J'y joignis un modèle d'enfant de grandeur naturelle, dont je rendis les jointures assez flexibles pour pouvoir le mettre

dans des positions différentes ; un arrière-faix, avec les membranes, et la démonstration des eaux qu'elles renferment ; le cordon umbilical composé de ses deux artères, et de la veine, laissant une moitié flétrie, et l'autre gonflée, pour imiter en quelque sorte le cordon d'un enfant mort, et celui d'un enfant vivant, auquel on sent les battements des vaisseaux qui le composent.

« J'ajoutai le modèle de la tête d'un enfant séparé du tronc, dont les os du crâne passaient les uns sur les autres : je crus qu'avec une démonstration aussi sensible, si je ne pouvois pas rendre ce femmes fort habiles, je leur ferois du moins sentir la nécessité de demander des secours assez tôt pour sauver la mère et l'enfant ; secours dont les villes ne manquent pas, mais qui seroit très nécessaire dans les campagnes, où l'habileté d'un chirurgien appelé trop tard, devient souvent inutile, ne pouvant qu'être le spectateur de deux victimes expirantes, pour lesquelles son art et son zèle sont alors infructueux » (1).

Le traité de Mlle du Coudray s'inspirait des auteurs qui l'avaient précédée et tout particulièrement de la Motte. On y trouve à côté de pages fort judicieuses quelques autres qui peuvent nous sembler au moins bizarres.

Ainsi, dans le chapitre qui traite « de l'accouchement laborieux à cause du passage trop étroit, et des vices de conformation », Mlle du Coudray est surtout très occupée d'assurer le bénéfice du baptême au fœtus récalcitrant. « Lorsque, dit-elle, l'enfant reste trop longtemps au passage, on doit lui assurer la vie spirituelle par le baptême, ce qui se fait toujours sous condition, en lui versant de l'eau sur la tête, ou en la lui faisant parvenir par une canule de seringue, et prononçant ses paroles : Enfant, si tu es vivant, je te baptise ».

(1) Avant-propos, p. 6 et 7.



ANGÉLIQUE MARGUERITE DUCOUDRAY.

*Pensionnée et envoyée par le Roy, pour
enseigner à pratiquer l'art des Accouche-
ments dans tout le Royaume.*

Mlle du Coudray ne s'était pas bornée à styler les sages-femmes de Clermont ou des alentours : sa renommée s'étendant plus loin, plusieurs intendants notamment celui du Dauphiné, l'avaient fait venir dans leur généralité où elle avait rendu les mêmes services. On lui payait ses frais, on la dédommageait généreusement de ses peines et, quand son cours était fini, elle laissait quelques-unes de ses machines avec des démonstrateurs par elle éduqués ; ceux-là pouvaient à leur tour initier de nouvelles élèves aux difficultés de l'art. Son enseignement se prolongeait en quelque sorte indéfiniment et sans qu'il en coûtât désormais rien à la Province.

L'intendant de Soissons, alors M. de Méliand (1), se demanda si cette fameuse Mme du Coudray ne pouvait l'aider à créer son cours d'accouchements. Pour être plus sûrement renseigné, il écrivit à ses collègues du Dauphiné et d'Auvergne. Il engagea ainsi avec eux une correspondance fort intéressante. M. de Méliand leur faisait part de son projet ; il ajoutait qu'il avait pensé à faire venir une sage-femme de Paris, qu'il avait dans cette intention écrit à Moreau, chirurgien de l'Hôtel-Dieu ; Moreau lui avait recommandé une de ses élèves, mais celle-ci exigeant 500 livres par an, « somme trop forte pour la Ville (Soissons) », il avait dû décliner ses offres. Si Mlle du Coudray se montrait plus accommodante peut-être pourrait-on s'entendre ?

L'intendant du Dauphiné, M. de la Porte, mit la plus entière bonne grâce à renseigner son collègue de Soissons. Celui-ci sut bientôt par son entremise les conditions que

(1) DE MÉLIAND (CHARLES-BLAISE), chevalier châtelain de Toizy et de la Chapelle Vendomolse.

Mme du Coudray mettait à son enseignement : pour un séjour de 4 mois dans le Dauphiné, elle avait demandé 1.200 livres, 1.200 autres livres pour son voyage et 400 pour chacune des machines qu'elle avait laissées (1). Ces conditions parurent léonines au grand dispensateur des subsides royaux, au contrôleur général, de Laverdy. Dans une lettre adressée à l'intendant de Soissons, il lui conseille de marchander la madame La Chapelle auvergnate, mais celle-ci ne se montra pas sans doute de bonne composition : toujours est-il qu'on ne la fit point venir à Soissons et le projet de l'intendant sembla cette fois définitivement enterré.

Cette correspondance de l'intendant de Soissons avec ses collègues d'une part, avec le ministre d'autre part, fournit matière à quelques réflexions. Elle nous prouve de façon surabondante que ce n'était pas seulement dans le Soissonnais qu'on s'efforçait à rendre service aux parturientes en leur procurant des sages-femmes capables : dans deux autres généralités au moins, celles d'Auvergne et du Dauphiné, des cours d'accouchements avaient été institués. Il est donc à peu près certain que les autres provinces ont dû bénéficier de mesures analogues. Ces heureuses tentatives n'étaient pas dues entièrement à l'initiative d'un intendant dévoué comme par un heureux hasard à la chose publique. Le pouvoir central contribuait pour une part à leur réussite. Cet échange incessant de vues, entre les intendants et leur contrôleur général nous est une preuve de l'intérêt que prenait le Gouvernement à ces essais, intérêt qui se manifestait efficacement, c'est-à-dire par une aide pécuniaire aussi large que l'Etat des finances pouvait le permettre.

(1) Voir aux pièces justificatives.

CHAPITRE IV

Le cours d'accouchements de 1774 à 1778.

Auger du Fôt et Nachet.

On pourrait nous objecter que ces secours se firent attendre et en effet il nous faut bien avouer que de 1764 à 1773, soit dix ans, il n'est plus question du projet de l'intendant de Soissons il semble qu'on ne songe plus à établir les cours d'accouchements dans la généralité. Il faut peut-être rappeler que le contrôleur général de Laverdy était à cette époque lancé dans une série de mesures financières ayant pour but la « *Libération des dettes de l'Etat* » (Édit du 17 décembre 1764) ; c'était là une œuvre qui pouvait l'absorber tout entier et lui faire perdre de vue les affaires de moindre importance ; cela expliquerait aussi qu'il fût peu porté à prêter la main à de nouvelles quelque légitimes dépenses. D'autre part, l'intendant de Soissons qui avait prescrit l'enquête fut remplacé.

Pour ces raisons ou pour d'autres, le cours d'accouchement resta à l'état de projet et, comme nous l'avons dit, il faut arriver à l'année 1773 pour le voir réapparaître. Pourtant le travail des enquêteurs n'avait pas été perdu ; ces demandes de renseignements aux subdélégués, aux médecins, aux syndics, aux curés de villages avaient été connues de tous. Il en résultait que partout dans la généralité, on se préoccupait de

la tentative de l'intendant, on s'intéressait à son succès, on se dépitait de l'échec rencontré.

Ces préoccupations générales se firent bientôt jour près du bureau d'agriculture de Soissons. Ces bureaux d'agriculture, bien que de création récente (1), n'en avaient pas moins pris dans le pays une très notable influence. Fondés pour s'occuper particulièrement des intérêts de l'agriculture et du commerce, ces commissions provinciales s'intéressaient à l'occasion à toute question générale dont la solution pouvait contribuer au bien public. C'est ainsi que le bureau d'agriculture de Soissons proposa en concours le sujet suivant : « quels seroient les moyens les plus efficaces pour empêcher qu'il ne pérît dans les campagnes tant de femmes en couches et tant d'enfans nouveaux-nés ? » Le bureau d'agriculture était alors dirigé par l'abbé de Saint-Léger, homme de valeur qui devait plus tard jouer un certain rôle dans la Révolution et qui présidait alors cette assemblée provinciale. De Saint-Léger fut frappé de la netteté des vues exprimées dans un mémoire dû à un médecin de Laon, le sieur Dufôt. Intéressé par l'écrivain, il désira connaître l'homme et reconnaissant son mérite s'en constitua le protecteur près de l'intendant Le Pelletier et près du ministre.

AUGER DU FÔT. — Amable Auger du Fôt ou Dufôt que nous voyons ainsi pour la première fois entrer dans notre récit, était un médecin de la faculté de Reims. Il avait commencé par faire à Paris de solides études sous Antoine Petit et avait rempli près de ce maître des fonctions voisines de celles du chef de

(1) La société d'agriculture de Paris fut fondée le 1^{er} mars 1761 sur la requête adressée au conseil par le ministre Bertin. On en fonda d'autres la même année à Lyon, à Tours et à Montauban. DARESTE, t. VI, p. 566.

clinique actuel « il repettoit aux élèves les démonstrations ». Il était venu s'établir à Laon en 1776 et pour ce, recevait de la ville une pension de 400 livres (1).

C'était, autant que nous pouvons le juger, un homme de caractère décidé et entreprenant. Trop même si l'on en croit ses confrères, les chirurgiens Laonnois. Il empiétait assez volontiers sur leurs attributions, ce qui était qualifié dans la langue du temps du nom d' « entreprise ». Du Fôt ne s'en faisait pas faute. En effet nous voyons qu'en août 1766, les maîtres en chirurgie du pays provoquent une enquête sur les agissements d'Auger « qui entreprenoit sur leur profession faisant un vésicatoire sur un scrofuleux sans recourir à un chirurgien et en faisant l'extraction de glandes (2) ». A leur dire c'était un pécheur endurci, fâcheusement enclin à la récidive. « Il entreprenoit journellement sur leur profession en traitant et pensant lui-même les malades, entr'autres choses qu'il avoit fait et foisoit le pensement de la dame du Lauois à la suite de l'extirpation d'une glande dans le sein qui lui fut faite vers Pasques par le sieur Petit, médecin et chirurgien de Paris. »

Ainsi, plus ou moins bien vu de ses confrères, plus apprécié des habitants auxquels il avoit donné suivant l'expression en usage « des preuves de sa suffisance », Auger du Fôt pensa qu'il pouvait légitimement ambitionner la place de démonstrateur du cours d'accouchements. La création du cours était décidée en haut lieu. Auger l'avait appris des membres du bureau d'agriculture qui le protégeaient près de l'intendant et l'aidaient à lui faire sa cour. Une requête ne

(1) *Archives municipales*, H. 75.

(2) F. F. 60. *Archiv. municipales*. Entreprises sur les professions de chirurgiens.

pouvait venir à meilleure heure : aussi Auger l'adressa-t-il à l'intendant le 3 juillet 1773. Nous la donnerons, entière. Elle renferme les renseignements les plus complets sur la façon dont Auger du Fôt envisageait son rôle de professeur et sur le programme d'enseignement qu'il se proposait d'appliquer.

A Monseigneur,
Monseigneur Le Peletier,
intendant de la généralité de Soissons,
Monseigneur,

« Messieurs du bureau d'agriculture de Soissons ont eu l'honneur de vous présenter le mémoire que je fis sur cette question qu'ils proposèrent dans l'une de leurs assemblées... « Quels seroient les moyens les plus efficaces pour empêcher qu'il ne perit dans les campagnes tant de femmes en couche et tant d'enfâns nouveaux-nés ?... Dans votre dernier département à Laon vous en donnâtes, monseigneur, la solution en répondant aux prières et aux vœux que vous adressèrent tant de personnes respectables de votre province, qui gémissaient sur les malheurs journaliers causés par l'impéritie des sages-femmes de la campagne.

Les vûes de sagesse qui vous dirigent dans votre administration vous montrèrent le moyen le plus efficace pour prévenir tant d'accidens... c'est l'instruction gratuite et publique sur l'art des accouchements. C'est pour un établissement aussi patriotique que vous avez bien voulu m'agréer sur la présentation unanime des membres de la société Royale d'agriculture du Soissonnois, trop heureux si je répond à la confiance dont vous m'honorrés et si je fais le bien que vous attendés de moi comme démonstrateur de l'art des accouchements de votre généralité.

Voilà, Monseigneur, les vûes sur cet utile établissement, que

j'ai l'honneur de vous soumettre. Vous en voirrés de bien plus efficaces pour créer et former ce qu'il y aura de plus avantageusement établi pour la conservation des hommes, et vous exaucez par là les vœux ardents et unanimes que vous adressèrent de toutes parts tous les ordres et tous les états qui composent votre généralité.

Si la naissance d'un enfant doit estre un jour de feste dans toute une famille, combien n'est-elle pas un jour de deuil dans nos campagnes? Que d'enfans périssent en venant au monde ou avant que de naître? Depuis vingt ans que je pratique la médecine à la ville et à la campagne, il ne s'est presque pas écoulé de mois que je n'aye été le triste témoin de quelqu'accident funeste arrivé à des femmes en couche ou à leurs enfans par l'impéritie des sages-femmes de campagne sans aucun principe d'un art si nécessaire et si journalier, les fautes qu'elles commettent sont graves et mortelles... Sans avoir rien appris, exerçant et pratiquant sans [aucune connaissance de] cet art ; elles *sont sans LETTRES comme sans éducation*, pour la plupart ne savent pas mesme lire et écrire. Cependant la vie des hommes, l'espérance de la génération future est entre leurs mains. Les abus sont d'autant plus funestes que la science est plus importante. La population est arrêtée dans sa source, les races s'abatardissent, les campagnes se dépeuplent.

C'est par une erreur bien préjudiciable à l'espèce humaine qu'on dit communément que les femmes de la campagne accouchent plus heureusement que les femmes de la ville. Depuis le tems que je parcours comme médecin, les bourgs, les villages et les hameaux, je vois le contraire. Sans cesse consulté pour des descentes de matrice, des dépôts laiteux, des déchirements de quelque partie du vagin, je n'ai que trop souvent la triste occa-

sion de gémir sur l'ignorance et même sur la barbarie des accoucheuses de la campagne. Le nombre des femmes qui meurent en couche ou des suites de couche surpasse de beaucoup celui de celles qui périssent par des maladies aiguës ou de langueur.

C'est des sages-femmes et des nourrices que dépend en quelque sorte la force d'un état, parce que de leurs soins dépend notre force ou notre faiblesse. Combien d'enfans ne sont-ils pas les funestes victimes de leurs préjugés et de leur ignorance? Combien de languissans, d'impotens, d'estropiés? C'est au sortir des messes paroissiales qu'on gémit en voyant ces enfans qui doivent remplacer ceux dont ils tiennent le jour. Quelle espérance pour l'autre génération? Combien d'estres de rebut? Combien d'enfans atrophies, de bossus, de sourds, d'aveugles, de borgnes, d'yeux éraillés, de manchots, de bancroches, de boiteux, de contorts, de bec-de-lièvre, d'enfans difformes et contrefaits et presque inutiles à la société. La santé du plus grand nombre n'est qu'une convalescence, que termine bientôt une mort prématurée. S'ils survivent, c'est pour transmettre à ceux qui naîtront d'eux, les vices et les imperfections de leur corps. Si un estre participe des perfections et des difformités de l'estre qui l'a produit, que peut-on espérer de la génération naissante plus faible et plus débile que celle qui la procréa. »

« Je sauve à votre sensibilité, Monseigneur, le détail affreux des cruautés que commettent si souvent et si légèrement tant de sages-femmes. Leur moindre barbarie est de couper le bras ou la jambe qui se présente au passage, tandis que le reste du corps reste enclavé. Les crochets, les ferments et tous ces instruments homicides sont plus funestes au genre humain que le canon et l'épée. Dans les accouchemens difficiles, elles se servent d'un crochet. *C'est celui de leur Romaine ou de la pèle à feu.* Combien

de fois ai-je été appelé pour des accouchements laborieux ou rendus tels par leurs mauvaises manœuvres. Combien de fois ai-je eu la douleur de n'avoir pu arracher à ces fers meurtriers la mère ou l'enfant. Tel est le fruit de leur coupable précipitation ou de leur commune ignorance.

Les préjugés sur le traitement de la femme en couches, de la femme accouchée, de l'enfant venant au monde sont aussi funestes qu'ils sont généralement répandus. Détruire les Erreurs que les sages-femmes ont reçues pour de la science, c'est les réconcilier avec la sagesse et c'est servir l'humanité. Le moyen est donc l'instruction des sages-femmes. Lui seul conservera l'homme et lui rendra sa première énergie. C'est tirer de la médecine la plus grande utilité, ses succès étant plus assurés pour prévenir les maux qui affligent l'humanité que pour nous en guérir. Pour sauver l'Homme dans sa naissance, l'instruction publique et gratuite sur l'art des accouchements est le moyen le plus efficace. Par là on conservera la mère à ses enfants, l'épouse à son mari ; mais comme une routine meurtrière et dénuée de tout principe conduit chaque jour les sages-femmes de la campagne, il sera nécessaire de les engager à s'instruire dans ces cours publics. Le cri de la Nature les y invite de toutes parts, mais il faut que la voix de l'Autorité se fasse entendre.

Conditions sous lesquelles le sieur du Fôt, médecin pensionnaire du Roi et de la ville de Laon, se propose pour démonstrateur des accouchements de la généralité de Soissons.

1^o Le sieur du Fôt se propose de former pour les campagnes et même pour les villes de cette généralité des sages-femmes capables d'exercer l'art des accouchements dans tous les cas *naturels, difficiles et contre nature* ;

2^o Il suivra dans ses cours les mêmes leçons et les mêmes prin-

cipes qu'il a autrefois repettés à Paris aux élèves médecins et accoucheurs de l'illustre et savant Antoine Petit. Il les proportionnera à l'intelligence des sages-femmes de la campagne.

3° Il leurs démontrera tous les accouchemens sur des marottes ou phantomes qui représentent au naturel la femme en couches. On y placera le fœtus dans toutes les positions et on exécutera l'accouchement selon les différentes situations de l'enfant. Ces machines ou marottes sont celles de Mlle l'enfant qui leurs a donné la perfection dont elles sont susceptibles.

4° Il fera repetter chaque leçon aux élèves et les fera opérer sur les phantomes jusqu'à ce qu'elles aient acquis le manuel de tous les accouchemens. C'est à leurs yeux et à leur sens qu'il parlera principalement. Après les avoir instruites des élémens essentiels de cet art important, il leur apprendra l'usage du forceps à qui tant d'individus doivent le jour et qui est sans aucun danger.

5° Il composera le manuel des accouchemens qui contiendra en substance ces leçons claires, simples et méthodiques. Chaque sage-femme en aura un exemplaire.

6° Le sieur du Fût se rendra aux ordres de M. l'intendant et dans le tems convenable dans le lieu qu'il luy indiquera comme dans la capitale de la province pour y faire le cours public d'accouchemens.

7° Il se pourvoira de marottes, phantomes et machines sur le dit fonds que M. l'intendant voudra bien lui assigner. Il sera chargé de l'entretien des dits instruments et il se pourvoira d'un lieu decent et capable de contenir les élèves pour assister aux démonstrations.

8° Il sera nécessaire de faire rendre dans le lieu désigné par M. l'intendant le nombre de sages-femmes qu'il plaira à M. l'in-

tendant d'assigner comme de (Blanc) afin qu'on puisse plus facilement et plus profitablement les instruire en cette quantité. Les dites sages-femmes estant dans le cas d'estre absentes de leur domicile doivent estre dédommagées de... x... sols par chaque jour d'absence.

9° Ledit sieur du Fôt étant aussi dans le cas de s'absenter et de faire des frais, supplie M. l'intendant de régler ses honoraires, tant pour ses dépenses, honoraires, que pour l'entretien des instruments nécessaires aux accouchemens et dont il sera tenu à ses frais ainsi que de l'entretien desdits instrumens pour la somme qui luy sera assignée.

Ce premier juillet mil sept cent soixante et treize

AUGIER DU FÔT, dm.

Ce programme d'enseignement était en somme fort bien composé ; il se rapproche dans une certaine mesure de celui qui est appliqué actuellement au cours des travaux pratiques de la Faculté ou des cliniques. Augier du Fôt n'eut pas de peine à le faire agréer à l'intendant qui lui délivra l'autorisation suivante :

« Vû par nous intendant de la généralité de Soissons concernant la démonstration des accouchemens dans l'étendue de notre généralité et les conditions y énoncées.

« Nous avons accepté et acceptons les conditions contenûes au Mémoire cy dessus pour être exécutées en tout leur contenu, en conséquence ordonnons qu'à compte de l'année prochaine (1) il sera établi par le sieur Dufot deux cours d'accouchemens dans les villes de Soissons et de Laon à raison d'un mois chacun, lesquels seront composés du nombre de sages-femmes par nous choisy et

(1) Par conséquent, 1774.

fixé ainsi qu'il est porté cy dessus ; Ordonnons qu'il sera payé à chacune des sages-femmes trente six sols par jour pour leurs frais et déplacement, nourriture et logement et en outre au démonstrateur celle de six cens livres pour les machines et instruments et douze cens livres par an pour des honoraires à compte de l'année prochaine et ce des fonds qui seront par nous ordonné en conséquence des ordres de M. le Controlleur général.

« Fait à Soissons le trois juillet mille sept cens soixante treize.

LE PELLETIER.

M. d'Ormesson, contrôleur général, ratifia les engagements pris par l'intendant de Soissons (1). Il en usa fort libéralement avec du Fôt ; 1.200 livres pour ses honoraires, 600 livres pour l'achat du matériel (les marottes et le phantôme), devaient suffire à le dédommager de ses frais et de ses peines ; les femmes (au nombre de 15 à 20), venant de la campagne pour assister aux instructions, recevaient un subside de 36 sols par jour et on affectait à cet emploi une somme de 1.200 livres. « La dépense était prise sur les fonds libres de la capitation, le ministre y consentant. »

Les premiers cours. — Du Fôt, officiellement investi de la charge de démonstrateur d'accouchements fut invité à commencer ses leçons dans l'automne de l'année 1774. Son premier cours eut lieu à Soissons ; il en fit un second la même année à Laon et il est probable qu'ils eurent lieu dans les conditions indiquées plus haut. Cela est même certain, nous trouvons en effet « dans un état des sages-femmes de la généralité de Soissons » pour l'année 1786, nombre de femmes qui avaient suivi les cours de du Fôt, tant à Soissons qu'à Laon et qui

(1) C. 629. Lettre de d'Ormesson à l'intendant de Soissons, 13 juillet 1773.

en avaient reçu une façon de diplôme leur permettant d'exercer. Ce sont là tous les renseignements que nous avons pu trouver, Du Fôt mourut en effet en septembre 1775, n'ayant fait vraisemblablement au cours de son année de professorat que deux séries de leçons (1) et fort peu d'élèves. Nous savons pourtant par une lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant de Soissons que Du Fôt fit un catéchisme sur l'art des accouchements par questions et réponses et qu'il en demandait l'impression aux frais du Roy « pour le rendre public et pour que les campagnes puissent en profiter ». On lui accorda 400 louis et il put faire tirer son catéchisme à 5.000 exemplaires.

La succession d'Auger du Fôt. — Auger du Fôt mourait donc, mais le cours d'accouchements ne disparut point avec lui. L'intendant de Soissons, Lepelletier de Mortefontaine avait trop pris à cœur la bonne réussite de l'institution pour l'abandonner alors qu'elle avait le plus grand besoin de sa sollicitude. Il écrivit à Versailles au ministre des finances pour lui exposer la situation et lui demander à pourvoir au remplacement d'Auger du Fôt.

Intervention de Turgot. — Le ministre d'alors était Turgot : Lepelletier ne pourrait mieux s'adresser ; Turgot avait passé par l'intendance de Limoges et nous avons vu qu'en Auvergne, on avait fait beaucoup pour l'instruction des sages-femmes, l'histoire de Mlle du Coudray nous en est une preuve. Turgot était donc mieux préparé ou mieux disposé qu'un autre à accueillir une demande dont il s'expliquait la nécessité. Aussi écrivit-il lui-même à Lepelletier pour assurer le

(1) C. 630. *Archiv. Départ.*, 29 mars 1775.

sort de la veuve Du Fôt que la mort de son mari avait laissée dans une situation précaire ; en même temps il pria l'intendant de ne pas trop se presser dans son choix, lui faisant valoir qu'il était bon de prendre l'avis d'hommes éclairés et compétents pour éviter de confier la place de démonstrateur à quelque intrigant incapable. Lepelletier tint bon compte de ces avis. A la vérité les candidats à la succession d'Auger du Fôt ne manquèrent point ; les uns et les autres s'empresaient de faire valoir au ministre leurs titres et se servaient aussi de toutes les recommandations qu'ils pouvaient invoquer.

Parmi les plus notables solliciteurs, nous trouvons un M. de Pontcamé que Mlle d'Aumale recommandait chaleureusement à l'intendant. Encore celui-là n'était-il pas exigeant : il ne voulait, bonnement, que « *quelque chose* des places, employes et appointemens vacans par la perte de son confrère M. Du Fôt ». C'était trop encore.

Nachet successeur d'Auger du Fôt. — L'intendant ne se laissa point influencer. Impitoyable, il écarta tous les candidats qui ne lui semblaient pas offrir des garanties suffisantes et fit, en dernier lieu, porter son choix sur un médecin de Laon, Nachet, fils d'un maître chirurgien de la même ville. Nachet avait accepté les mêmes obligations qu'on avait imposé à son prédécesseur ; en outre, il fut convenu qu'il ferait à la veuve de Du Fôt une rente de 400 livres « sur ce qui lui était accordé par le Roy pour son cours ».

Nachet se mit activement à l'œuvre. De tous les points de la généralité, l'intendant voyait affluer les demandes des fem-

(1) G. 630. Lettre de Mlle d'Aumale. Lettre de Dufour, médecin de Noyon, et élève de du Fôt.

mes qui voulaient assister au cours (1). On s'occupa à les contenter. Nachet commença son premier cours à Soissons (juin 1776) ; il en fit d'autres successivement, à Guise (octobre 1776) à Château-Thierry (avril 1777), à Laon (septembre 1777).

Les cours. — Les démonstrations se faisaient sur le programme qu'en avait tracé Auger du Fô^t, c'est-à-dire qu'elles consistaient presque uniquement en exercices pratiques ; d'ordinaire vingt élèves assistaient aux leçons. C'étaient pour la plupart des femmes faites, ayant de 30 à 40 ans, femmes, filles ou veuves et de toutes les conditions ; on retrouve en effet sur les listes d'élèves que les subdélégués présentaient à l'intendant bon nombre de bourgeoises, des filles de médecins ou de chirurgiens qui, occupaient les loisirs de leur célibat au bien des parturientes. Celles, et elles étaient les plus nombreuses, qui n'avaient pas de ressources personnelles, recevaient en moyenne une indemnité de 36 sols par jour.

A la fin du cours, les élèves passaient une sorte d'examen ; si elles répondaient de façon satisfaisante, Nachet leur délivrait une pièce qui attestait leur savoir et leur bonne volonté ; dans le cas contraire, les élèves étaient obligées de recommencer à assister aux leçons, au cours d'une autre série.

Les prérogatives des chirurgiens. — Cette délivrance de diplômes faites par le professeur royal d'accouchements était en somme assez irrégulière ; aussi des contestations s'élevèrent bientôt entre les chirurgiens établis et les élèves diplô-

(1) Voir aux pièces justificatives la lettre de Toinette Baudalet, de Boursonne.

mées... et qui voulaient s'établir. *En droit*, les diplômes délivrés par Nachet comme ceux qu'avaient pu donner du Fût étaient entachés de nullité, n'avaient même qu'une valeur toute morale. La réglementation de l'exercice des accouchements était, à cette époque, parfaitement déterminée. Toutes les sages-femmes, qu'elles provinssent de l'Hôtel-Dieu de Paris ou de toute autre école de chirurgie, étaient tenues de subir un examen devant M. le premier chirurgien du Roy pour la ville où elles entendaient exercer. Le premier chirurgien et les maîtres en chirurgie devaient leur faire passer un examen : en réalité, ils se contentaient de poser quelques brèves questions, ils donnaient aux candidats quelques conseils de pratique et se déclaraient satisfaits lorsque l'élève avait acquitté un droit déterminé. Cette dernière formalité leur semblait essentielle.

Une fois le tribut payé au premier chirurgien du Roy, les sages-femmes en règle avec la communauté, pouvaient librement exercer leur profession.

Les élèves du cours d'accouchements et les chirurgiens.

— Or il arriva que les élèves du cours d'accouchements n'y mirent point tant de façons. Un professeur nommé officiellement par M. l'intendant avec l'agrément du roi leur avait donné un diplôme : ce diplôme leur semblait suffisant et se souciant fort peu des chirurgiens et de leurs statuts, les élèves se dispensaient d'acquitter les droits dus à la communauté. Grande colère, protestations véhémentes, plainte collective des chirurgiens. Au nom de la communauté, M. de Montmignon, lieutenant du premier chirurgien du Roy pour Château-Thierry « remonstre très humblement à l'intendant qu'il s'est fait *chez luy* un cours d'accouchement par le sieur Na-

chet qui a délivré à chacune des élèves un certificat en forme de Lettres, que sur les représentations que je lui en ai fait qu'il ne devait donner qu'une simple attestation de l'assistance à son cours, il m'a répondu que cette formule n'étoit point son ouvrage. Et il eut l'attention de dire à toutes ces femmes qu'elles n'étoient point dispensés de se conformer aux réglemens et de se faire recevoir — malgré cet avertissement chacunes d'elles ayant montré leurs certificats à MM. leurs curés et autres, se sont crûes autorisées en prêtans sermens quelques-unes devant MM. les officiers de police, les autres devant M. leurs curé. »

M. de Montmignon considérait non sans raison qu'une telle « autorisation » étoit insuffisante et il concluoit :

« Ce considéré, M., vû ce que dessus, il plaise à Votre Grandeur ordonner que les statuts généraux de 1730 autorisés par déclaration du Roy, registrée dans tous les Parlements du Royaume, seront exécuté selon leurs formes et teneurs, que, conformément à yceux, que toutes les femmes et filles qui se destinent à l'art des accouchements, soit qu'elles aient fait leurs cours dans les écoles de chirurgie de Paris, soit sous les démonstrateurs choisis par Votre Grandeur, ou dans l'hôtel Dieu de Paris : — seront tenues avant d'en faire aucuns exercices — de se faire recevoir suivant les reglemens.

Que les certificats en forme de lettres délivré par le sieur Nachet, ne seront et ne vaudrons qu'une simple attestation d'assistance à son cours, comme ceux délivrés par les Professeurs des écoles de chirurgie de Paris ; et deffence au démonstrateurs choisie par Vôte Grandeur d'en délivrer à l'avenir de semblables ; et de ne donner que de simples attestations d'assistance à son cours.

Ordonne en outre que vôte ordonnance soit imprimer et afficher par tout ou besoin sera. » R. MONTMIGNON.

Dans une note qu'il joignait à sa plainte, le Lieutenant abimait de son mieux l'œuvre de l'intendant ; à l'en croire, les élèves sont des bonnes femmes qui « pour la plupart n'entendent pas ce qu'on leurs demonstre ; il leurs faudroient à la suite [des cours de Nachet] une explication familière qu'elles trouveroient en se faisant recevoir ». A son avis, il vaudrait mieux que ces cours fussent confiés dans chaque ville d'élection à un chirurgien de la ville. Il ajoute : « Les chirurgiens de Château-Thierry se sont toujours fait un devoir d'instruire les sages-femmes de leurs département, les exemplaires cy-joint en sont la preuve (1). »

La situation ne laissait pas d'être embarrassante pour l'intendant : Faire droit à la requête des chirurgiens, c'était obéir à la loi, mais c'était aussi décourager les élèves en les obligeant à payer des droits qu'elles étaient pour la plupart hors d'état d'acquitter. L'intendant n'hésita pas : prenant sur lui d'arrêter cette affaire, il fit savoir aux chirurgiens qu'ils s'engageaient dans une mauvaise voie, ceux-ci se le tinrent pour dit et le conflit en resta là. Rien de plus fréquent d'ailleurs, que ces querelles : elles se répétaient dans toutes les généralités où l'on avait institué de pareils cours. Nous avons trouvé dans un dossier une correspondance de l'intendant de Bourges, M. de Villeneuve, qui se trouvait aux prises avec les mêmes difficultés et qui sollicitait l'avis de son confrère du Soissonnais, M. de Blossac. Celui-ci se conformant à la tradition, suivie dans sa province, adoptait la conduite de son prédécesseur Lepelletier : il répondait carrément que si quelque'un d'entre les chirurgiens élevait la prétention de faire

(1) *Archiv. Départem. Laon*, C. 631.

payer les droits aux élèves du cours d'accouchements, il ne manquerait point de s'y opposer « parce que, dit-il, je la regarderois [cette prétention] comme un monopole aussi destructeur du principe d'émulation et d'encouragement si nécessaire au sujet d'un tel établissement que contraire aux vûes de sagesse et de bienfaisance du gouvernement » (1).

Quoi qu'il en soit, ces querelles que suscitaient les chirurgiens, jaloux de leurs prérogatives, ne nuirent point trop au cours d'accouchements. Elles eurent du moins l'utile effet d'assurer au professeur l'appui tout puissant de l'Intendant. Nachet fut malheureusement bientôt obligé de s'en passer : pas plus que son prédécesseur, il n'eut la chance d'occuper longtemps son office et sa mort, qui survint en 1778, remit encore une fois tout en question.

(1) C. 622, 18 janvier 1786. Lettre de M. de Blossac au contrôleur général de la Millière.

CHAPITRE V

Le cours d'accouchements de 1778 à 1786.

De Berge, professeur.

La succession de Nachet. — Les compétitions qu'on avait vu se produire à la mort d'Auger du Fôt se renouvelèrent après le décès de Nachet ; mais la lutte se trouva bientôt circonscrite entre De Berge médecin de l'hôpital militaire de la Fère et un tout jeune homme, Gagnières, fils d'un maître chirurgien de Laon et qui était « sur le point de se rendre à Reims pour prendre le bonnet de docteur en médecine » (1). Gagnières avait étudié les accouchements à Paris sous la direction d'Alphonse Leroy. Son maître avait gardé bonne opinion du jeune homme et ne manqua point, en la circonstance, de lui donner une chaude apostille ; faisant valoir son élève et tenant à rassurer l'Intendant de Soissons sur l'air de jeunesse de son protégé, il lui écrivait (2) : « Si votre choix tombe sur ce jeune médecin, les personnes qui le connaissent y applaudiront et dans la suite vous en félicitez vous-même. » Alphonse Leroy prenait soin d'ajouter que M. de Lassonne, premier médecin du Roi, s'intéressait comme lui au succès de son élève.

Lepelletier de Mortefontaine continua d'agir en toute indé-

(1) C. 630. Lettre de l'Eleu de Savernay à l'intendant.

(2) Le professeur Leroy à Lepelletier de Mortefontaine, C. 630, 3 avril 1778.

pendance et s'excusa près d'Alphonse Leroy de ne pouvoir nommer son protégé. Il donnait de son refus une excuse bien humaine : « Je ne puis, disait-il, lui confier la chaire qu'il sollicite pour ne point contrarier l'opinion et la confiance publique d'après son extrême jeunesse et vous savés qu'il est des circonstances *ou il est de la prudence de les consulter* (1). »

Un deuxième candidat, Dieu, médecin de la maison de Force de Soissons fut également évincé. Il rappelait dans sa demande qu'il était en correspondance « trimestrielle » avec la société royale de médecine de Paris au titre de « correspondant agrégé » et que le vice-président, Vicq d'Azyr, lui donnerait, s'il en était besoin, les plus élogieuses attestations. On peut croire qu'elles ne produisirent pas grande impression sur l'esprit de l'Intendant et ce fut en définitive un médecin de l'hôpital militaire de la Fère, De Berge, qui fut nommé.

Nomination de De Berge, médecin de la Fère. — Ce choix était bon, pourtant l'intendant Lepelletier ne s'y détermina pas sans quelque hésitation : De Berge offrait toutes garanties sous le rapport de l'honorabilité, mais il était déjà médecin à l'hôpital militaire de la Fère ; pourrait-il aisément se déplacer deux fois par an et son cours ne souffrirait-il pas de ses multiples occupations ? Le subdélégué de la Fère, M. Berger (2), répondit de façon à dissiper les craintes de l'intendant. Sa lettre nous éclaire sur l'homme qu'était de Berge et nous croyions devoir en citer les traits intéressants :

..... « Je suis, Monsieur, très sensible à votre attention et je

(1) Lepelletier à Alphonse Leroy, 16 avril 1778.

(2) C. 634, 15 avril 1778, Lettre du subdélégué de la Fère à l'Intendant de Soissons.

réponds sans perdre de tems à la lettre que vous me faites l'honneur de m'écrire concernant M. de Berge, à qui j'ai cru devoir la communiquer pour en connaître les intentions. Le service de la chaire des accouchements dans la généralité peut aisément se concilier avec celui de notre hopital ; les absences auxquelles ce médecin seroit tenu deux fois l'année se feroient s'il étoit possible, dans les momens où les maladies sont moins ordinaires, mais si M. l'Intendant les ordonnoit dans un autre tems l'hospice n'en souffrirait pas, il y seroit suppléé par le chirurgien qui y est attaché avec une rétribution double de celle du médecin et dont on doit en conséquence exiger plus d'assiduité. Nous avons en outre la ressource des chirurgiens de nos régimens....

« Il faut de plus faire attention, M., que M. de Berge, avec une rétribution pour le service de l'hôpital de 200 livres dans le principe, *réduite par des retenues à 160 et quelques livres*, ne peut être assujetti que jusques à un certain point aux sales des malades. Il le fait cependant avec un zèle et une exactitude qui mérite des éloges et des récompenses dans les occasions....

Suit un éloge des qualités médicales de Deberge, etc.

« Il a beaucoup d'études ; *ce médecin réunit de l'esprit, de la littérature et une façon de penser qui est honnête.* »

C'étoit là une appréciation flatteuse pour le médecin de la Fère et qui ne pouvait manquer de lui concilier la faveur de l'Intendant. Il faut se rappeler qu'à cette époque on tenoit énormément à ces qualités ; c'est le temps où Morand, le fameux Morand de la Société de Chirurgie lisait à l'ouverture des Ecoles de Chirurgie un « Discours dans lequel on prouve qu'il est nécessaire au Chirurgien d'être lettré » (1). De Berge

(1) MORAND, *Opuscules de chirurgie*, t. I.

avait heureusement pour lui d'autres qualités qui en définitive déterminèrent l'intendant à le choisir.

Voilà donc Deberge établi professeur du cours d'accouchements. Il acceptait la succession de son prédécesseur avec les charges qu'elle comportait ; il s'engageait en effet à payer à la veuve Du Fôt une rente de 400 livres et héritait du matériel, comme nous l'apprend un inventaire (1), un « Etat des machines concernant l'art des accouchements remis par ordre de Monseigneur Le Pelletier intendant... ès mains de Monsieur Deberge, docteur en médecine demeurant à la Fère par M. Nachet père, maître en chirurgie à Laon ». Cet inventaire mentionnait « 4 caisses contenant :

1 Bassin avec ligamens, fémurs, sacrum, 1 fantôme avec matrice artificielle, 2 arrière fais, 2 enfants, 1 layette pour accommoder les enfants nouveaux-nés, 12 tableaux qui représentent les parties naturelles de la femme et les différentes positions de l'enfant contenu dans la matrice ».

Le matériel d'un professeur d'accouchements en 1778.

— Deberge, rendant compte de son premier cours tenu à Crespy-en-Valois (juillet 1778) se plaint à l'intendant de l'insuffisance des moyens dont il disposait. A la vérité, il se montrait assez content de ses élèves :

« Toutes connoissent actuellement le bassin, ses vices ainsi que les autres parties qui servent à la génération, à la nutrition et à l'expulsion de l'enfant hors du sein de la mère, on leur a démontré toutes les positions possibles de l'enfant et les manœuvres que chaque position exige, et on les a fait ensuite manœuvrer ; avec des bons modèles, je suis persuadé qu'à l'avenir mes

(1) C. 630.

succès seront encore plus brillants ; ceux que présentent les tableaux qu'on m'a remis sont pour la plupart mal exécutés et présentent des positions fausses. J'ai soustrait ceux-là aux yeux de mes élèves et j'ai tâché d'y suppléer par un vaisseau de verre qui imite assez bien une matrice dans une grossesse à terme.

J'y mettois une marotte à laquelle je donnois une position quelconque et faisoit en conséquence manœuvrer les sages-femmes. Pour porter cet établissement au degré de perfection que vous désirez, j'ai besoin, Monseigneur, de 3 matrices de verre, une de grandeur naturelle, une autre qui représenteroit celle d'une grossesse de 3 ou 4 mois (elle serviroit pour démontrer les manœuvres à employer dans les fausses couches) et la troisième simulerait la matrice parvenue à son dernier développement.

M. Deslandes pourra mieux que personne faire exécuter ce vaisseau de verre.

En y joignant les grandes planches anatomiques de M. Gautier d'Agotti qui représentent les parties naturelles, la femme grosse et la femme accouchée ; une seringue à matrice, une pince à faux germes, le forceps de M. Levret ou plutôt celui de M. de Smélie, et le catéchisme de M. Dufot, je n'aurais, Monseigneur, plus rien à désirer et j'espère que je remplirai avec succès l'intéressante tâche dont vous avés bien voulu me charger (1). »

De Berge, en assurant qu'il « n'aurait plus rien à désirer » s'était engagé un peu trop, mais peut-être ne voulait-il pas effaroucher l'intendant en lui demandant d'un coup de trop grosses sommes. Toujours est-il qu'il eut à compléter son matériel aux cours des années suivantes. En 1779, il adressait une demande de 358 livres, motivée par de nombreux achats. Un état que nous avons trouvé les énumère.

(1) C. 631, 1^{er} août 1778. La Fère, Deberge à l'Int. Lepelletier.

« Planches anatomiques de la femme en couche	S d
du Dr Gautier, en y comprenant la seconde plan-	
che de la section de la symphise qui doit paroître .	30.0.0
Forceps, pince à faux germes, seringue à matrice.	39.0.0
Port et emballage de ces deux objets	2.4.0
Trois cent exemplaires du catéchisme de feu M. Du-	
fot, port compris.	153.7.0
Matrice en cuir fournie par le S ^r Fery Pellier. . .	14.0.0
Le fond d'une autre matrice en cuir, avec plusieurs	
dessus de rechange en ozières de Vervins	24.0.0
Deux nouvelles marottes avec les os naturels du	
crane prix convenu.	36.0.0
Raccommodage des corps et refonte totale des an-	
ciennes marottes à l'effet de les faire servir encore à	
quelques cours en attendant les nouvelles. . . .	24.0.0
Deux cent vingt lettres circulaires, autant de lettres	
pour les sages-femmes et affiches pour en avoir autant	
qu'il me reste de catéchisme.	36.0.0
Il couste par cet état, que je certifie véritable que	
la dépense sur la somme de celle de 500 accordée par	
M. Lepelletier, ne monte qu'à celle de trois cens cin-	
quante huit livres onze sols cy	368.11.0

DEBERGE

L'organisation des cours de De Berge. — Nous connaissons maintenant le matériel de De Berge ; d'autre part, les extraits produits ci-dessus nous ont montré qu'il conformait son enseignement au programme qu'avaient laissé et suivi ses prédécesseurs Auger du Fôt et Nachet. Deux fois par an il recevait de l'intendant l'avis de tenir un cours de 15 à 20 jours dans telle ville désignée. Les subdélégués avaient au

préalable et sur les indications des syndics ou des curés de village composé la liste des femmes qui devaient suivre le cours. D'ordinaire on en prenait vingt ; une fois la liste établie, on assemblait les élèves dans la ville de généralité choisie d'un commun accord par l'intendant et le professeur. Le cours se composait d'un enseignement oral, de démonstrations sur le mannequin, le fameux « phantôme » ; tour à tour, toutes les élèves répétaient les manœuvres sous la surveillance du professeur ; elles relisaient dans le manuel de du Fôt ce qu'on leur avait appris au cours. Enfin après un examen, passé avec le plus d'apparat possible, les élèves qui en étaient jugées dignes recevaient un certificat. Elles retournaient dans leur village d'origine appliquer à la pratique l'enseignement recueilli aux cours.

La dépense annuelle variait entre 1.500 et 2.000 livres : 600 étaient affectées au professeur, encore lui fallait-il verser 200 livres à la veuve du Fôt, le reste revenait aux élèves ou servait à payer les divers frais.

Au début, — et il en avait été ainsi tout le temps que du Fôt et Nachet avaient été professeurs — il n'y eut qu'un seul cours par an. Mais de Berge se rendit bientôt compte de l'insuffisance d'un enseignement si court : il pria instamment l'intendant d'autoriser pour la même année et pour les mêmes élèves un second cours. L'intendant se rendit de bonne grâce à ses raisons et depuis 1779 jusqu'en 1786, les élèves suivirent deux cours dans la même année.

Il nous reste maintenant à entrer dans le détail de ces tournées d'enseignement obstétrical ; nous allons donc suivre de Berge au cours de ses diverses pérégrinations, année par année ; la correspondance constante qu'il entretenait avec l'in-

tendant et ses subdélégués nous rendra cette tâche facile.

Les cours de De Berge de 1778 à 1786. — 1778. — Deberge fait cette année trois cours, à *Laon*, à *Crespy-en-Valois*, à *Marle*.

Sur 14 filles qui avaient assisté au cours de Crespy « dix avoient déjà pratiqué les accouchemens et toutes firent l'aveu qu'elles n'avoient aucune idée de la structure des parties sur lesquelles elles opéroient depuis plusieurs années » (1).

L'intendant délivre au profit de Deberge une ordonnance de 1.067 livres, « scavoir pour la journée des femmes présentes au cours 299 livres

Pour l'impression d'une circulaire envoyée aux curés 18 »

Pour ses honoraires 600 »

Frais de voyage tant à Laon qu'à Crespy . . . 150 »

En outre, l'intendant l'autorise à faire l'emplette des diverses machines qui manquent pour la démonstration et imprimer quelques certaines d'exemplaires du catéchisme de M. Dufot ; seulement il ne lui alloue pour tout cela que 500 livres : « je crois au surplus, M., que cette somme vous paroitra suffisante pour ces objets ; ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'y a aucune possibilité de l'augmenter ».

12 décembre 1778. — L'Intendant délivre à Deberge une ordonnance de 1.024 livres 16 sols pour le cours tenu à *Marle*, soit 424 livres 16 sols pour les sages-femmes, et 600 pour ses honoraires.

1779 (*juin*). — Deberge fait à *Vervins* un premier cours : il lui était venu 20 élèves, d'Hirson, de Vervins et de Laon.

(1) C. 631. Deberge à l'intendant, 1^{er} août 1778.

Dans son rapport qu'il adressait à l'intendant, Deberge insistait sur « la nécessité d'appeler les mêmes personnes à deux cours de suite, et de défendre d'y envoyer celles qui ne savent pas lire. Les bons principes s'oublient et les nouvelles sages-femmes entraînées par l'exemple des anciennes et celui des chirurgiens de campagne presque tous ignorants et malheureusement trop multipliés abandonnent les bonnes méthodes et en adoptent insensiblement des meurtrières. »

De Berge et Sigault, inventeur de la section de la symphyse. — Venait ensuite un passage extrêmement important :

« Oserois-je, Monseigneur, vous rappeler que pour seconder vos vûes paternelles et bienfaisantes, j'ai fait un voyage à Paris, où je suis resté plusieurs jours pour causer accouchement avec les grands maîtres. M. Sigault inventeur de la section de la symphyse a poussé bien loin la complaisance pour moi. Je me suis fortifié dans les conversations de cet homme célèbre et n'ai aucun regret aux dépenses que ce voyage m'a occasionné. J'en propose un autre avec votre agrément pour l'année prochaine. »

C'est la première fois que nous trouvons une allusion relative aux rapports de maître à élève qui existèrent entre Sigault et le médecin de la Fère.

Au cours des années suivantes, nous verrons que Deberge séjournait à Paris toutes les fois que cela lui était possible « pour profiter, comme il disait, des lumières de MM. Sigault et Alphonse Le Roy ses confrères et amis » (1).

OCTOBRE (1779). — L'intendant accorde à Deberge l'autorisation de faire à *Vervins* un second cours aux élèves prove-

(1) C. 631. 19 janvier 1783. Deberge à l'intendant.

nant des subdélégations de Vervins, Ribencourt, Hirson. Et cela pour fortifier les connaissances acquises dans le premier cours « ce qui est d'autant plus essentiel que le demy-savoir est souvent plus dangereux que l'ignorance absolue ».

JUILLET (1780). — De Berge fait un cours à *Laon*, ville qui jusque-là avait été privée de ses instructions. Les élèves, provenant des subdélégations de Laon et Neele, au nombre de douze, reçurent 36 sols par jour. Les frais de Deberge s'élevaient à 500 livres. Ici, une note montre qu'on s'efforçait de donner du cours tout le retentissement possible: « En assistant régulièrement à mes leçons, M. Hedouin, médecin de Laon et les quatre chirurgiens ont donné un bel exemple au public et aux sages-femmes ».

OCTOBRE. — Second cours tenu à *Laon* pour les élèves qui assistèrent au premier : on y admit en supplément une jeune fille de Saint-Gobain. « Elle est intelligente et j'espère que j'en ferai une bonne sage-femme, meuble (sic) très nécessaire à Saint-Gobain où la population est considérable. » Sur 19 élèves, 17 étaient mariées ou veuves; d'âge variant de 15 à 48 ans. On leur donna comme à l'ordinaire 36 sols par jour; les frais s'élevèrent à 513 livres.

Dans le rapport de De Berge à l'intendant, quelques réflexions intéressantes :

« Quoiqu'en général j'ai trouvé un peu moins d'intelligence que dans la Thierache, je n'ai point lieu d'être mécontent. » Le cours n'était point sans soulever quelques mécontentements :

« Ce qui me peine le plus, Monseigneur, c'est la basse jalousie des anciennes sages-femmes de la campagne. Elles cherchent par des menées sourdes et la calomnie à oter la confiance que le public devrait avoir dans celles qui ont du moins les connaissances es-

sentielles de l'art des accouchemens. M. le curé d'Hombleux m'a écrit à ce sujet pendant mon séjour à Laon. Il n'y a que votre autorité, Monseigneur, qui puisse mettre un frein à cet abus si préjudiciable à vos vûes bienfaisantes et à l'humanité. »

23 DÉCEMBRE 1780. — De Berge reçut pour ce second cours 1.113 livres ; dans un avis de réception qu'il adressait à l'intendant, nous trouvons le passage suivant : « En allant en Bretagne pour affaires de famille, je resterai quelques jours à Paris à l'effet de m'instruire avec MM. Sigault et Alphonse Le Roy dans tout ce qui peut contribuer à l'avancement de l'art des accouchemens. Ce sont deux médecins célèbres dans cette partie qui veulent bien me communiquer leurs lumières. »

MAI (1781). — Premier cours fait à *Chauny* à 20 élèves provenant des subdélégations de Chauny et de Coucy.

Les dépenses s'élèvent à 520 livres 4 sols ; l'intendant envoie en outre 600 livres à Deberge, à titre d'honoraires.

NOVEMBRE. — Second cours tenu à *Chauny* pour les élèves qui avaient assisté au premier.

Les dépenses s'élèvent à 540 livres, à raison de 27 sols par élève.

Cette année fut encore signalée par une épidémie qui sévit dans la subdélégation de Chauny, et plus particulièrement au village de Fourderin. De Berge nous donne une bonne relation de cette maladie qu'il regarde « comme putride, maligne, cangréneuse » et qui semble bien avoir été la fièvre typhoïde. Nous n'en citerons qu'un passage qui prouve chez le médecin de la Fère un heureux souci de la propreté et de saines idées d'hygiène (1). « J'ai, dit-il, tonné, mais avec bonté

(1) La Fère, 17 mars 1781. Rapport à l'intendant sur l'épidémie de Fourderin et Rozoy-sur-Serre.

et douceur contre les attroupemens au lit des malades, j'ai tâché de faire sentir au peuple que des prétendus soins sont meurtriers et pour les malades et pour lui-même ; que c'est là un vrai moien de propager la contagion ; qu'une ou deux personnes suffisent pour soigner un malade ; qu'on ne doit jamais manger dans la chambre qu'il habite, qu'il faut lui procurer le plus d'air possible, faire évaporer du vinaigre, brûler du soufre dans sa chambre ; que ceux qui les soignent doivent se laver les mains, le visage avec le vinaigre, qu'on doit faire la même chose aux malades ; enfin que l'usage modéré du vin est un des meilleurs moiens pour se garantir de la contagion et de la maladie. »

Ces sages conseils furent-ils suivis ? Il est permis de le supposer ; toujours est-il que l'épidémie cessa bientôt et l'honneur en revint au médecin de la Fère : « M. Colombier écrivait-il, inspecteur des hôpitaux civils du Royaume, m'a marqué sa satisfaction sur le plan que j'avais tracé pour combattre cette épidémie (1). »

Cette année encore De Berge fit un voyage d'études à Paris. Il annonçait à l'intendant son intention « d'aller encore dans le courant de l'hyver à paris pour se perfectionner dans cet art et remplir par ce moien les vues bienfaisantes de Monsieur Le Pelletier » (2).

1782. Toute la généralité n'avait pas encore bénéficié de l'enseignement de De Berge ; c'est ainsi que le subdélégué de Laon, l'Eleu de Savernay demandait l'institution de cours pour Rozoy : « les femmes, dit-il, sont à la merci de chirurgiens malhabiles et de charlatans qui n'ont ny principes ni expérience... Je connois, par exemple, un village de 450 feux ou il n'y a point de

(1) 9 juillet 1781, Deberge à l'intendant.

(2) 2 novembre 1781, La Fère, Deberge à l'intendant.

chirurgiens, ou les femmes sont réduites à se laisser accoucher par un aventurier qui les bourelle et les tue impunément. »

Pour répondre à ces plaintes, l'intendant prescrivit pour *Rozoy* un premier cours en juillet, un second en octobre.

Les frais s'élevèrent à 1.105 livres 16 sols pour le premier à 1113 livres pour le second.

MAI 1783. Cours tenu à *Noyon*. Dépenses = 1.140 livres.

JUIN. Cours tenu à *Soissons*. 22 élèves. Dépenses = 588 H 12 S.

Durant toutes ces années, l'intendant suit toujours avec le plus grand intérêt les diverses tournées d'enseignement obstétrical entreprises par De Berge à travers la généralité. C'est ainsi que cette année-là De Berge avait demandé de commencer par la ville de Laon. Il y avait longtemps exercé la médecine et c'était pour lui un séjour plus agréable que tout autre. Mais l'intendant ne se payait point de ces raisons :

« Vous me proposez, M., de faire le cours du Printemps prochain à Laon, je ne puis adhérer à cette demande parce qu'il faut que l'instruction soit également répandue dans toute ma généralité et que les différens cours que vous avez tenu successivement dans l'Election de Laon depuis quelques années ont dû suffire pour instruire les sages-femmes ; mon intention est donc, M., que vous teniez le cours du Printemps prochain à Soissons et je vous prie de prendre vos arrangements en conséquence. »

On voit que l'intendant malgré sa bienveillance pour De Berge ne se départait point de sa vigilance coutumière. Il n'eut plus longtemps à en faire preuve. L'intendant Le Pelletier quittait en effet la généralité à la fin de l'année 1793. De Berge le regretta fort et n'eut point tort : « Daignez lui lui écrivait-il (30 octobre 1783) recevoir mon compliment sur la

justice dont le Roi a successivement récompensé vos services, mais permettez que je vous témoigne en même tems, tous mes regrets sur la perte que la généralité de Soissons va faire ».

Départ de l'intendant Lepelletier (1784). — Il n'y avait assurément rien d'outré dans l'expression de ces regrets. Depuis plus de dix ans, Lepelletier s'était dévoué à cette œuvre des cours d'accouchements. Et cette œuvre était véritablement sienne. Nous avons vu avec quelle sûreté de vues il avait aidé Auger du Fôt, dressé et appliqué le programme de ces cours, et quel souci de bien faire il avait montré dans les moindres détails de leur organisation. Il ne s'était pas un instant désintéressé du succès de son entreprise et malgré de nombreuses difficultés l'avait menée à bonne fin. S'il faut reconnaître les efforts heureux des médecins Du Fôt, Nachet et De Berge, il est aussi de toute justice de faire entière la part qui revient à l'intendant Lepelletier dans cette généreuse tentative.

OCTOBRE. — Deuxième cours tenu à *Soissons* : les dépenses s'élevèrent à 594 livres. Dans le rapport (1) qu'il en faisait à l'Intendant, De Berge demandait pour ses élèves ; 1^o une distribution de prix « pour exciter l'émulation » et 2^o « comme les maris des sages-femmes sont de la classe du peuple ou manouvriers, on pourrait, à raison de l'état de leurs femmes, leur procurer une exemption quelconque ». Il se plaint aussi de ce que les curés, chargés du soin de choisir les élèves, ne s'en acquittent pas toujours avec tout le soin désirable : « Ils laissent subsister dans leurs paroisses les cabales qui s'élèvent contre les jeunes élèves sans seulement se donner la peine d'en ins-

(1) C. 631. 30 octobre 1783. Deberge à Lepelletier.

truire MM. vos subdélégués. De là le découragement qui amène l'oubli des bons principes ainsi que la perte de l'instruction qu'elles ont reçus ».

Un discours de de Berge à ses élèves. — Il joint un discours qu'il a adressé à ses élèves, à la fin de son cours ; on y lit :

« Ne croiez pas que ces lettres [les lettres-diplôme qu'on délivrait aux plus méritantes] vous dispensent de toute espèce d'étude ultérieure pour uniquement vous livrer au manuel de votre art. Celles qui voudront se perfectionner et remplir leurs devoirs doivent continuellement se rappeler les principes que j'ai donnés, pour au besoin en faire l'application. »

Elles ont rempli durant la durée tout leur devoir et « j'espère que je n'aurai jamais la douleur d'apprendre qu'une de vous, même par imprudence, aura prêté son ministère pour consommer des crimes. Je vous crois toutes vertueuses, et quiconque ne l'est pas doit renoncer à l'exercice d'une profession *dans laquelle chaque action est un acte de vertu* ». Viennent ensuite des éloges pour remercier l'intendant appelé par l'auguste monarque à d'autres fonctions. Elles devront apprendre à tous à « l'admirer, l'aimer et ne prononcer jamais son nom sans y ajouter celui de bienfaisant ». Au reçu de ce discours, l'intendant répondit à Deberge « qu'il le louerait davantage s'il y avait été moins loué ».

1784. MAI. — Cours à Noyon.

Deberge adresse à l'intendant, M. de Blossac, un état des 20 sages-femmes qui assistèrent au cours.

Les dépenses s'élevèrent à 540 livres : Deberge en reçut 1140.

Nous joignons ci-contre une feuille de cet état pour donner une idée de la façon dont ils étaient composés.

NOYON

COURS D'ACCOUCHEMENT
ouvert le douzième may 1784
M. DEBERGE, professeur
Finie le 26 dud.

É T A T

Des femmes et filles de la subdélégation de Noyon
désignées pour assister au Cours public et gratuit d'accouche-
ments ouvert en cette ville le Douzième may 1784 par M. DE-
BERGE, docteur en médecine et professeur de l'art des accou-
chements dans l'étendue de la généralité de Soissons (1).

NOMS des paroisses	NOMS de femmes munies de lettres	NOMS des femmes pratiquant sans lettres	NOMS des élèves	Leur âge	OBSERVATIONS
Appilly		Antoinette Poin- tier, veuve Louis Frain.		52 ans	Comprend assez et manœuvre avec intelligence.
Babeuf		Marie-Louise Gil- lot, femme d'An- toine Platel.		41 ans	Susceptible de per- fection d'après le zèle qu'elle té- moigne.
Bailly			Marie Ade- lin, fem- me de Jean Marais.	32 ans	Du zèle, mais a besoin d'être per- fectionnée pour travailler avec sûreté.
Bussy		Marie-Louise Hu- bert, femme de François Robida.		46 ans	Intelligente et a beaucoup de zèle.
Campagne		Geneviève Broche- ton, femme de François Thieffet.		44 ans	Susceptible de per- fection.
Carlepont ..	Marie - Anne Ca- pelle, veuve de Jean Le Roy.			43 ans	Intelligente, ma- nœuvre bien et susceptible de perfection.

Deberge doit faire cette année deux cours à Clermont (2).
On prolongera les cours de quelques jours ; il faudrait aussi
donner 30 sols par jour aux élèves « pour ne pas les faire mur-
murer ni décourager ». « Ici, comme partout les sages-femmes
se font recevoir à la communauté des chirurgiens du baillage royal
dont leurs villages font partie ; mais ce n'est point de là que

(1) C. 631 Arch. départem. Aisne.

(2) C. 631. De Berge à M. de Blossac, 23 janvier 1785.

viennent les tracasseries qu'elles éprouvent quelquefois, ce sont des mauvais chirurgiens de campagne qui prennent à tâche de les décrier. Je voudrais alors que ces sages-femmes s'adressassent à Messieurs vos subdélégués qui autorisés par vous rendroient à chacun la justice qui lui seroit dûe. »

Les chirurgiens et le nouvel intendant. — Le nouvel intendant, M. de Blossac, répondait aux demandes et aux plaintes de De Berge de la façon suivante :

« Mon intention n'est pas de rien changer à ce qui se pratique au sujet de ces cours, je trouve que c'est bien fait d'en donner deux au lieu d'un dans la même année. Je continuerai d'accorder aux élèves 27 livres pour chaque cours. En vous rendant, M., la justice qui vous est due pour le zèle et l'art que vous mettez à les instruire, je vous avouerai cependant que la durée du premier cours surtout me paroît bien courte et que je désirerai qu'elle fut prolongée. Il me semble qu'on pourroit l'étendre à une huitaine de jours de plus, sans un grand surcroît de dépense. Les 27 livres que recoivent les élèves pourroient suffire pour leur dépense pendant ce premier cours. *Je ne leur donnois en POITOU* que 30 livres pour un mois et l'on ne s'en plaignoit pas.

Pour éviter aux femmes des tracasseries de la part des chirurgiens de campagne, j'avois pris le parti de les faire examiner par le lieutenant du premier chirurgien qui les recevoit maîtresses sages-femmes. Ne seroit-il pas possible d'user du même moyen pour remédier aux inconvénients dont vous me parlés. »

SEPTEMBRE 1785. — 2^e cours tenu à *Noyon*, du 9 au 31 septembre.

« Je vous annonce, écrit Deberge à l'intendant, qu'en général je suis content de mes élèves ; sur le nombre de vingt, on peut en compter treize, qui sont plus instruites que je n'osois l'espé-

rer; les autres qui ont moins d'aptitude à répondre possèdent heureusement assés bien le manuel, ainsi que les positions et sont infiniment supérieures à toutes les matrones routinières. »

Les frais s'élevaient à 528 livres. Deberge reçut 1.128 livres.

Monsieur de Sainte-Berthe, le subdélégué de Noyon, confirmait les dires du professeur dans un rapport adressé à l'intendant; il fait remarquer que Deberge donnait assidûment deux leçons par jour et que les gens compétents qui assistèrent à ses leçons furent charmés « du sçavoir des élèves dont quelques-unes avaient déjà exercé et s'étaient fait une réputation (1) ».

Mai 1785. Premier cours tenu à *Clermont*, d'une durée de 18 jours, 20 élèves (venant de Clermont, Rozoy, Bailleval La Neuville, Liancourt, etc.). Dans le nombre, trois étaient filles de chirurgiens.

Les frais s'élevaient à 540 livres, l'intendant en fournit 1.140 (soit 600 livres pour les honoraires du professeur).

L'intendant accorde un second cours pour la même ville de Clermont et demande de le « prolonger encore de quelques jours s'il est possible afin de mieux faire germer la doctrine dans les têtes de vos élèves qui ont le moins d'aptitude et de conception (2) ».

1786 Mai. Cours tenu à *Château-Thierry*, 19 élèves. Dépenses = 478 livres 10 sols.

(1) C. 631, de Sainte-Berthe à M. de Blossac, 8 octobre 1786.

(2) C. 631, De Blossac à Deberge, 10 juin 1785.

CHAPITRE VI

Les résultats.

Nous voici au terme de notre étude. Nous avons donc étudié *pendant une période de dix années* le fonctionnement des cours d'accouchements dans la généralité de Soissons. Après l'année 1786, on ne se retrouve plus — ou du moins nous n'avons plus retrouvé — aux archives de Laon de pièces nous permettant de croire à la survie de ses cours. Il n'y a pas lieu de s'en étonner : 1786, c'est bien voisin de 89 : on eut ces trois années-là bien des préoccupations qui purent faire oublier l'obstétrique. Mais une dernière recherche nous a été possible, nous avons pu nous rendre compte des résultats que les cours de Du Fôt, Nachet et De Berge avaient pu produire. Un événement assez heureux nous a fourni sur ce point de copieuses informations,

En 1786, le gouvernement du Roi et en particulier M. de Calonne entreprit d'établir le rôle aussi détaillé que possible des médecins et chirurgiens du Royaume. On jugea qu'il serait bon d'y ajouter la liste des sages-femmes et dans une lettre à ses subdélégués M. de Blossac en donne les raisons suivantes :

« Les maux résultant de la trop grande facilité avec laquelle on les admet à leur état, ainsi que l'ignorance de la plupart d'entre elles, font désirer que pour remédier à cet abus il soit dressé dans chaque généralité et pour chaque subdélégation un état conforme à celui dont je vous adresse ci-joint le modèle (1). »

(1) C. 652. 30 avril 1786.

1786

GÉNÉRALITÉ DE SOISSONS

SAGES-FEMMES

SUBDÉLÉGATION DE NOYON

DU ROYAUME

LIEUX DE LEUR DOMICILE	LEURS NOMS ET AGE	ECOLES OU ELLES ONT ÉTÉ REÇUES	OBSERVATIONS SUR LA MANIÈRE DONT ELLES EXERCENT LEUR ÉTAT
Appilly			Les cases non remplies annoncent le silence des curés et qu'il n'y a pas de sages-femmes dans leurs paroisses.
Babœuf	Geneviève Gillotépouse de Jean Béranger, âgée de 55 ans	Elle n'a assisté à aucune école.	Le curé annonce que Geneviève Gillot a eu recours au chirurgien du lieu dans les accouchements laborieux et que les paroissiens paroissent contents de l'autre....
Idem	Marie-Louise Gillot, épousé d'AntoinePlattel, âgée de 43 ans.	Elle a assisté aux cours qui se sont faits à Noyon.	Le curé de la même paroisse ajoute qu'il y a à Attichy un nommé Fabus qui guérit les hernies des enfans en leur faisant l'amputation des testicules et qu'il a empêché plusieurs femmes d'y mener leurs enfans.
Bailly	Barbe Rodelin, épouse de Jean Maré, âgée de 33 ans.	A Noyon où elle a suivi le cours de M. de Berge.	Malgré ses connoissances, elle n'a pu gagner la confiance de la paroisse, les femmes lui préfèrent deux vieilles femmes sans expérience qui continuent à travailler malgré les deffenses de feu M. Fondu, subdélégué.
Beaulieu	Catherine Devaux, âgée de 78 ans.	Elle n'a reçu aucune instruction.	Elle n'a d'autres vues, en s'ingérant dans cet état que le désir d'obliger, la paroisse désire avoir une sage-femme instruite.
Beaurein			
Beaugies	Jeanne Lequeux, veuve de Claude Martin, âgée de 50 ans.	Elle n'a reçu aucune instruction.	Dans les cas difficiles elle a la prudence d'appeler un chirurgien à son secours.
Behericourt			

Les subdélégués envoyèrent donc la liste de toutes les sages-femmes, indiquant la source de leur instruction quand elles avaient reçu la façon dont le public les appréciait, les mesures qui leur semblaient utiles.

Une enquête sur les sages-femmes de la généralité (1786). — La lecture de ces états nous fournis donc les renseignements les plus précieux : nous pouvons ainsi retrouver pour ainsi dire une à une les élèves des cours d'accouchements et juger du succès de la tentative de l'intendant Lepelletier. Il nous reste donc à parcourir à ce point de vue spécial les diverses subdélégations de la généralité.

LAON. — Notes recueillies sur l'état concernant la subdélégation de *Laon*.

48 femmes y exercent l'obstétrique : 29 n'ont pas été « reçues » et n'ont aucun diplôme ; sur les 19 autres, 14 avaient suivi les cours de Du Fût ou de De Berge, 1 « avait appris son état à l'hôpital général de Paris et méritait cette note » Fait très bien et chaque « jour est appelée au dehors », les autres avaient été reçues par les chirurgiens de Laon.

COUCY-LE-CHATEAU. — 15 sages-femmes pour cette subdélégation : 5 seulement ont suivi les instructions de Deberge.

CRAONNE. — 18 sages-femmes : 3 seulement ont été reçues l'une à l'Hôtel-Dieu de Paris, les autres par Nachet et Du-fût.

RIBEMONT. — 10 sages-femmes, dont 6 reçues ;

3 par De Berge ou Nachet, des autres par les chirurgiens de Ribemont.

ROZOR. — 19 sages-femmes ; 12 reçues :

8 par Deberge ;

1 par Nachet ;

1 reçue à St-Côme.

Observations des subdélégués. — L'Eleu de Servenay, le subdélégué, est d'avis qu'il devrait y avoir une sage-femme brevetée pour plusieurs paroisses et seule en droit d'exercer ; seulement comme les pauvres ne pourraient la payer, l'Eleu préconise la combinaison suivante :

« Ne pourrait-on pas parer à cet inconvénient en assignant à chaque sage-femme de modiques appointements sous la condition de se contenter de la moitié de ses salaires à l'égard des femmes dont la pauvreté serait certifiée par le curé et le syndic, qui d'ailleurs seroient chargées d'inspecter la conduite des sages-femmes à l'égard des pauvres, et de dénoncer à la subdélégation celles qui paroitraient donner des soins moins suivis aux femmes qui seroient dans le cas de ne paier que la moitié des honoraires (4 juillet 1786). »

SOISSONS. — 68 sages-femmes en exercice.

37 non-reçues.

Parmi les autres 14 avaient suivi les cours de De Berge et Dufôt, 9 avaient été reçues par les chirurgiens de Soissons et des environs, Coucy, Reims, etc.

NOTA. — « Il n'y a dans la juridiction de Soissons que 66 paroisses ou il s'y trouve des sages-femmes, lesquelles se répandent dans les paroisses voisines pour les accouchements ».

CRESPIY-EN-VALOIS. — 5 sages-femmes.

4 ont exercé et ont été reçues à l'hôtel-dieu de paris, 1 par les chirurgiens de Soissons.

Observation du subdélégué. — « Il y a en outre dans cet arrondissement vingt quatre femmes qui sont habitantes de différents villages et qui manœuvrent les accouchements sans qualité et sans s'être présentées au bureau de la chirurgie, elles procèdent à cette opération pour les femmes comme pour les animaux qui

ont besoin de secours, sans un grand apprest, cependant on a rarement connoissance de suites facheuses de leur peu de principes. »

VILLERS-COTTERTS. — 1 sage-femme, Vve Cardia, 68 ans.

A été reçue à l'hôtel-dieu à St-Cosme et à l'école de médecine de paris.

Observation. — « Cet femme a vraiment des talents, elle les exerce avec beaucoup d'humanité, de zèle et d'exactitude ; les représentations de toutes les personnes honnêtes de Villers-Cotterets sur l'insuffisance du produit de sa place pour sa subsistance ont déterminé S. A. S. Monseigneur le Duc d'Orléans à lui accorder une pension de 500 fr. à condition de voir gratuitement les pauvres et les malheureux.

Le prince actuel paroît disposé à continuer cette pension et à faire placer à l'hôtel-dieu de paris une jeune personne qui après un certain temps d'exercice reviendrait à Villers Cotterets pour ayder la Vve Cardia et la remplacer. 21 may 1786. »

NEUILLY ST-FRONT. — Sur 11 sages, 3 seulement ont été reçues :

1 a suivi le cours d'Instruction établi à Epernay, *généralité de Champagne.*

LA FÈRE EN TARDENOIS. — 8 sages-femmes.

4 reçues : 2 à Saint-Cosme, 2 par Nacet.

OUCHY LE CHATEAU. — 18 sages-femmes,

3 seulement reçues à Château-Thierry, Reims et Soissons.

NOYON. — 30 sages-femmes.

18 éduquées par De Berge et Dufôt.

2 venant de l'hôtel-dieu de paris.

L'une de ces dernières s'attire la note suivante :

« Quoiqu'instruite, les chirurgiens se plaignent de la témérité

de son orgueil, ne voulant appeler personne dans les cas dangereux, *ce qui l'a déjà fait condamner à l'amende par la police.* »

CLERMONT. — 33 sages-femmes.

47 reçues par Deberge.

LA FÈRE. — 18 sages-femmes.

6 ont été reçues : 1 à Paris, les 5 autres par Deberge ou divers chirurgiens.

MARLE. — 21 sages-femmes.

12 reçues par Deberge et Nachet.

Observation. — « Il seroit à souhaiter pour la conservation du genre humain qu'on ne permit à aucune f^e ou autre d'exercer l'art d'accouchement, qu'après avoir été reçue sur examen. »

MONTMIRAIL. — 2 sages-femmes

Ont suivi les cours à Château-Thierry, « sont louables ».

VERVINS. — 20 sages-femmes.

9 avaient suivi les cours de de Berge.

GUISE. — 40 sages-femmes.

14 seulement étaient reçues, le plus grand nombre par la communauté des chirurgiens de Guise, par Nachet.

CHATEAU-THIERRY. — 45 sages-femmes.

19 seulement étaient reçues par Nachet, Deberge ou Montmignon, lieutenant du 1^{er} chirurgien du Roi.

LA FERTÉ MILON. — 1 sage-femme, reçue par M. Domartin, *démonstrateur à Epernay.*

NEELE. — 1 sage-femme reçue à Saint-Quentin.

Observation. — « Il n'y a qu'une seule sage-femme, accoucheuse dans le département de Neele. Les femmes se servent plus volontiers du ministère des chirurgiens accoucheurs qui sont à proximité de leurs demeures. »

HAM. — 23 sages-femmes.

14 reçues par De Berge.

1 reçue à Paris.

CHAUNY. — 27 sages-femmes.

13 reçues par De Berge et les chirurgiens de Chauny.

Notons, pour terminer, quelques « observations » plus ou moins curieuses, recueillies dans les Etats des sages-femmes, en face de leurs noms :

Cette femme très instruite n'exerce pas son état. Les anciennes prétendues sages-femmes, d'autres femmes les premières venues lui sont préférées. C'est une manie des gens de la campagne qui ne veulent pas voir que l'on ne cherche que leur bien et leur conservation.

Les femmes en sont contentes parce qu'il n'est pas encore arrivé d'accident, sans doute que toutes les couches ont été heureuses.

Les femmes de ce village sont obligé de se rendre le service l'une envers l'autre.

A la confiance des pauvres et des riches ; malgré son peu d'aisance, la charité est le seul motif qui la détermine à voler au secours des femmes et est très prudente.

Réussit dans les accouchemens ordinaires, mais dans les couches difficiles, elle fait appeler un chirurgien.

A reçu aussi quelque instruction de son père qui étoit chirurgien, mais en auroit encore besoin, vû qu'elle n'est pas assez instruite.

Le sieur Jolly fait avec succès les fonctions d'accoucheur et de chirurgien, mais les jeunes mères désireroient avoir une sage-femme au lieu dud. Jolly.

N'a fait aucun cours, mais il ne paroît pas qu'on se plaigne de ses opérations.

Le curé mande que c'est avec peine qu'il voit cette femme exercer un art qu'elle n'entend que par Routine.

Dans un pays sans sage-femme :

Le curé mande que l'on a quelquefois la Douleur de voir périr des femmes en couche, faute de secours.

Enfin et pour terminer :

Gté de Soissons. *Subdélégation* de la Fère en Tardenois. — MAREUIL. — Marie-Antoinette Laurent, veuve de Paul Robin, âgée de 72 ans. — N'a été reçue dans aucune école. Elle dit avoir fait son apprentissage sur elle-même, en se délivrant de 12 enfants qu'elle a eu successivement toute seule et sans le secours de personne, et cela sans le moindre accident.

Observations. — L'apprentissage extraordinaire et très périlleux qu'a fait la femme Robin a dû lui donner plus de pratique que de Théorie. Cette femme qui est encor très forte délivre depuis plus de quarante ans les femmes de Mareuil et des environs, et on n'a pas de connaissance qu'il y ait eu de plaintes contre elle (C. 632).

Les résultats de l'enquête. — En résumé, il résultait clairement de cette enquête que les cours d'accouchement n'avaient assurément pas donné tout ce qu'on en attendait.

Sur 482 sages-femmes qui exerçaient en 1786 dans la gé-

néralité de Soissons, on en comptait encore 220 qui n'avaient aucun diplôme, qui n'avaient suivi aucune espèce de cours. Nous avons vu que dans de trop nombreuses subdélégations, les soins manquaient encore aux parturientes et que, d'autre part, par suite de l'entêtement des paysans, on préférait trop souvent aux élèves des cours d'accouchement des matrones routinières et incapables. La faute ne peut en être rejetée sur les professeurs des cours : il faut se rappeler que ce n'est guère qu'en 1774 qu'Auger du Fôt commençait, au point de vue de l'obstétrique, l'éducation de la généralité ; dès lors, pouvait-on espérer de meilleurs résultats au bout d'une courte période de douze années ? Une réforme si considérable ne pouvait s'accomplir en si peu de temps et ce n'est point la science des professeurs, le zèle des élèves ou la protection éclairée du pouvoir qui manquèrent, mais le seul temps qui fit défaut.

C'est ainsi, croyons-nous, qu'il faut s'expliquer l'échec relatif de la généreuse entreprise des intendants du Soissonnais. Leur mérite, celui des médecins qui partagèrent leur tâche n'en doit être du moins aucunement diminué.

On pourrait se demander aussi s'il ne faut pas rapporter au Régime lui-même l'honneur de ces institutions philanthropiques. Il est certain que l'entreprise des Intendants ne pouvait être tentée qu'avec l'Organisation autonome de la Province, telle qu'elle existait alors. Un intendant était pour ainsi dire tout puissant dans sa généralité ; la surveillance du Pouvoir central s'exerçait sur lui sans rigueur ni minutie fâcheuses, laissant entiers son initiative et ses moyens d'action. Pour un peu de mal, il pouvait en résulter beaucoup de bien :

l'institution que nous avons étudiée nous en est une preuve.

Mais, peut-être, est-ce là s'écarter beaucoup de l'Obstétrique, enfeindre le précepte antique et s'aventurer.... « *supra crepidam* » ? Concluons donc plus modestement, plus sûrement aussi.

CONCLUSIONS

I. — Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, on institua dans la généralité de Soissons des cours d'accouchements pour les élèves sages-femmes, sous la direction d'un professeur et la surveillance de l'Intendant de la Province ;

II. — L'État supportait toutes les charges, défrayant élèves et professeur ;

III. — Ces institutions n'étaient point particulières au Soissonnais ; il nous est prouvé que l'Auvergne, le Dauphiné, la Champagne, le Poitou bénéficiaient de mesures analogues. On peut supposer qu'elles s'étendaient à toute la France.

Vu :

Le Président de la thèse,
P. BUDIN.

Vu :

Le Doyen,
P. BROUARDEL.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Elles proviennent soit des archives de la préfecture, soit des archives municipales de Laon.

Une réception de sage-femme en 1783.

« Cejourd'huy vingt neuf Novembre mil sept cent quatre vingt trois heure de Relevé par devant nous Jean-Baptiste Gaignière Lieutenant de M. le premier Chirurgien du Roy en la Communauté des maître en Chirurgie de la Ville de Laon Jean Lebigeois prevost et maître en Chirurgie de ladite Communauté, En vertu de la requette a Nous présenté Cejourd'huy par Marie Nicole Vaitellier Veuve Dalexandre fleuy, faisant profession de la Religion Catholique et apostolique Et Romaine, Elle s'est applique à l'Etude des accouchemens Et est en état de lexercer Et de s'établire au Village de fetieu, apres avoir veu lextray baptistère de ladite Marie Nicole Vaitellier, Et les certificat de sa vie et meurs, sur quoy faisant droit, Nous lavions interrogé, Et fait interoger par le prévost tant sur la Théorie que sur la pratique de l'art des accouchemens, En suite Des quelles Examens ayant juge ladite Marie Nicole Vaitellier suffisamment instruite, Nous avons ladite Vaitellier Receu et ademie Recevons et ademettons maitresse accoucheuse pour Résidence au Village de fetieu, Et non allieure pour y exercer le dit art a la Condition expresse de ne pouvoir changer son Domicille sans Notre permission par Ecrit, Et que dans les accouchement laborieux ou il y aura Risque de la Vie soit pour la mère, soit pour l'enfant Elle sera teneu d'appeller un maître chirurgien de la Communauté de cette ville pour lui donner conseille, le tout à peine de

(1) Registre des Réceptions de Chirurgiens et sages-femmes, 1779-1788.
Archiv. Municip. H. H. 56.

Nullité des presente avons de ladite Marie Nicole Vaitellier pris et Receu le serment en tel cas Requis et accoutumé.

Et témoins de ce Nous avons signe ces presente avec Notre greffier Les jours et an susdit

A NACHET, GAIGNIER ».

U ne sage-femme pensionnée de la Ville de Laon.

Extrait des registres aux délibérations du conseil particulier de l'hôtel de ville de Laon (1).

« Du vingt-trois mars 1753.

« En l'assemblée du conseil particulier de cejourd'huy y Président Monsieur Chevalier de Buzerolle Conseiller du Roy Lieutenant particulier assesseur criminel au Baillage et siège présidial de Laon et Maire de Laditte ville, où ont assistés Messieurs Laurent conseiller du Roy honnorraire au dit Baillage et siège présidial dudit Laon Gouverneur échevin, Leleu avocat en parlement et procureur du Roy de Laditte Ville, Edart trésorier Receveur, Lecarlier Doyen, Devauladeucq official chanoincer de l'église cathedrale de Laon et députés du clergé dudit Laon, fromage, cappe, conseillers de longue robbe, Et fournier Bourgeois, conseiller de courte Robbe.

A été dit par Mondit sieur Chevalier de Buzerolle Maire qu'en exécution de la délibération du vingt-trois janvier dernier Le sieur Bassuel démonstrateur Royal en l'Académie de chirurgie de Paris avoit fait choix de la Damoizelle Elizabeth Mignard veuve du sieur Layerle M^e chirurgien, reçu Maitresse sage femme à Paris depuis six ans, Pour s'establir en la même qualité En cette ville, Que ledit Bassuel et d'autres chirurgiens lui rendoient un témoignage Bien avantageux, que les conditions quy luy avoient été proposées Estoient que La ville luy payeroit Trois cens livres de Pension annuelle qu'elle avoit demandé, que pour la dédommager du Transport de ses meubles et des fraies de voyage La ville voulut bien la

(1) H. H. 92. Municip.

gratifier d'une somme de cent livres que comme Laditte Damoiselle Layerle estoit arrivé en cette ville avant-hier. Il estoit Question d'arretter les conditions de son Etablissement.

Le Procureur du Roy ouy en ses conclusions Et la Matière mise en deliberation Messieurs ont arrêtés sous le bon plaisir de Monseigneur l'Intendant auquel une copie du présent acte sera adressé pour le supplier de L'approuver, qu'il sera payé à Laditte veuve Layerle une somme de trois cens livres de Pension par chacun an à compter de ce jour pendant le Temps qu'elle Travaillera en cette ville en qualité de Maitresse sage-femme, qu'il luy sera délivré une somme de cent livres une fois payée pour la dédommager des frais de transport de ses meubles et de voyage, qu'Elle ne sera point comprise dans L'Estat des habitans sujets au Logement, qu'elle ne sera point comprise dans le Rolle du Taillon que pour un sol à la charge expresse qu'elle ne pourra sortir de cette ville et des faux bourgs sans en avoir obtenu la permission de M. Le Maire, Et en son absence de l'officier de l'Hotel de Ville quy le Suit ; qu'elle sera obligé de travailler gratuitement chés les femmes que Messieurs les curés certifieront estre pauvres à l'Execution desquelles conditions Laditte Damoiselle Layerle mandée à cet effet, s'est soumise et a signé.

Dont acte leudit jour et an, ainsy.

Signé : MIGNARD, VVE LAYERLE, CHEVALIER DE BUZEROLLE,
LAURENT, LELEU ET EDART.

Délivré par le soussigné secrétaire greffier de l'Hotel de Ville de Laon conforme à la Minutte cejourd'huy vingt-quatre mars mil sept cent cinquante trois.

Vu et approuvé par nous intendant de la généralité de Soissons le 15 avril 1753.

Requête d'une sage-femme pour s'établir à Laon (1).

« Cejourd'hui quatre février mil sept cent vingt sept en notre hotel et par devant nous Estienne Levesque, seigneur de Monceau

(1) H. H. 92. *Archiv. municip.*

Conseiller du Roy Lieutenant général de police au Baillage et siège présidial de Laon Est comparut marie anne Deschamps femme d'arnoult horion, maître tailleur demeurant à Laon qui a dit nous avoir donné sa Requette Expositive quelle a fait apprentissage de sage femme à l'hotel dieu de Paris sous la conduite d'Elizabeth Langlois maîtresse sage femme juré de paris et ordinaire dud. hotel Dieu suivant les certificats du quinze octobre mil sept cent vingt trois que depuis ce temps elle a travaillé de la profession, qu'elle s'étoit retiré par devant les médecins et chirurgiens jurés de cette ville pour estre Examiné et ayant été trouvé capable ils luy en avoient délivré acte le vingt neuf novembre 1725, pour quoy elle nous suplioit de la vouloir recevoir maîtresse sage femme en cette ditte Ville en prestant le serment en tel cas requis et accoutumé au bas de laquelle requette est notre ordonnance de foit communiqué au procureur du Roy deu fiège de ce jour ; Veu la ditte requette led. certificat des maîtres gouverneurs et administrateurs de l'hotel dieu de Paris signé et scellé du sceau dud. hotel Dieu, Ensemble le brevet d'apprentissage donné par la d. Langlois au dos dud. certificat du quinze octobre 1723. L'acte des médecins du Roy et Chirurgiens jurés de cette d. ville dud. jour vingt neuf novembre mil sept cent vingt cinq par lequel apert que lad. Deschamps a été interrogé, examiné et trouvé capable et qu'elle est de bonne vie et mœurs et de la religion catholique apostolique et romaine, les conclusions dud. procureur du Roy de ce jour, tout veu et considéré, Nous avons reçu et Recevons ladicte marie anne Deschamps maîtresse sage femme en cette ville de Laon et luy permetons de travailler exercer led. art après avoir pris et reçu d'Elle le serment en la manière accoutumé par lequel elle a promis et juré de saquitter de ladicte profession de sage femme, et se rendre ponctuellement aux maisons ou elle sera demandé sans distinction des riches et des pauvres, et d'observer en outre les Edits et déclarations du Roy ensemble nos réglemens de police dont elle a dit avoir eue parfaite connaissance, de tout quoy avons fait et dressé le présent acte que nous avons signé avec la ditte Deschamps, ledit procureur du Roy et notre greffier les jour et an

susdit ainsy signé, marie anne Deschamps, Levesque, Demorfou
a ce procureur du Roy et La Bruyère Greffier.

LA BRUYÈRE. »

A nous.	6 H.
Au p ^t du roy.	4
Au greffier	4
Au greffier	2
Garde minute.	0.3.4
	16.3.4

C. 629. Archiv. Départem.

Rapport du subdélégué de Crepy en Valois sur le projet d'un cours d'accouchement.

14 juin 1760.

« Monsieur le subdélégué m'a communiqué une lettre que Monsieur l'Intendant lui a écrite au sujet d'un projet de cours d'Instructi-
ons gratuites données par une sage-femme habile et capable d'en-
seigner très facilement l'art des accouchemens. Rien de plus utile
qu'un pareil projet, s'il a lieu ; il marque les bontés et les attentions
du souverain et des magistrats qu'il a préposés dans les Générali-
tés. Voici quelques réflexions que je hazarderai.

« 1^o Nos chirurgiens ne manquent point de connoissances ni de
talens pour la partie des accouchemens : plusieurs d'entre eux pas-
sent même pour d'habiles accoucheurs de province, au moins ils
réussissent assez bien.

« 2^o Il n'en est pas de même de nos sages-femmes : celles, qui
sont établies dans les villes réussissent, et d'ailleurs trouvent les
secours sous la main ; mais presque toutes celles qui sont répan-
dûes dans les campagnes, ne sçavent presque rien, et n'ont pour
tout mérite qu'une routine très défectueuse ; cependant elles prési-
dent à la naissance de cette portion d'hommes la plus utile dans
un Etat : il faudroit donc instruire non seulement les aspirantes, les
Elèves, mais les sages-femmes elles-mêmes.

« 3^o Cette sage-femme enseignante donnera ses leçons à Sois-

sons, ou successivement dans différentes villes de la Généralité désignées : si Soissons est le lieu marqué pour le cours d'Instructions, ce cours devant durer trois semaines, un mois, six semaines, les aspirantes seront obligées de se transporter à Soissons : ce sont la plus part de pauvres paisannes manquant du nécessaire ; comment pourront-elles vivre. Ces sages-femmes des campagnes iront aussi à Soissons ; comment pourront-elles s'absenter.

« 4^o Si la sage-femme enseignante se transporte successivement dans des villes marquées et commodément choisies, l'objet de la dépense sera plus grande, il est vrai, mais l'utilité en sera beaucoup plus grande aussi ; dans ce cas, on obligera les sages-femmes canton et leurs élèves de se rendre dans la ville désignée pour écouter cette habille sage-femme.

« 5^o Comme le manuel des opérations frappe toujours plus de pareilles écolières, élevées dans une routine formée pour le moins autant par les yeux et les mains, que par les réflexions de l'esprit, je pense qu'il est nécessaire que cette habile sage-femme joigne aux instructions les faits de pratique.

« 12 juin 1760.

DUPUIS D. méd. »

Projet de faire venir une sage-femme d'Auvergne pour faire des cours d'accouchements dans la Province de Soissons.

C. 629. Archives départementales.

Lettre de Ballainvilliers, intendant de la généralité de Riom et province d'Auvergne, pour recommander Mlle du Coudray.

J'ay reçu, M, une réponse aux propositions que vous aviez fait au sujet de Mme du Coudray, maîtresse sage-femme établie à Clermont.

On me mande que l'intendant du Dauphiné lui a promis 1.200 f. pour son voyage, 300 de pension par mois et 400 pour chaque machine, je crois cependant que vous pourriez réduire les frais de voyage à 1.000 fr., sçavoir.

Pour le voyage.	1.000 fr.
4 mois de séjour à 300 fr. de pension.	1.200 »
4 machines qui seroient suffisantes à 400 fr. pièce.	1.600 »
Cela formeroit un total de	3.800 »

Si cet arrangement vous convient je pourrois déterminer M^e du Coudray à venir à Soissons au commencement du mois d'aoust, a son retour de son voyage du Dauphiné ; je crois, M, que vous serez content de Mme du Coudray et de ses talents et je vous prie donc de me faire à ce sujet la réponse la plus prompte que vous pourrez afin que je puisse lui écrire et qu'elle prenne ses arrangements en conséquence.

J'ay l'honneur d'être avec un sincère et respectueux attachement, M, votre très humble et très obéissant serviteur

Ce mercredy,

BALLAINVILLIERS.

**M. De la Porte, intendant du Dauphiné à
l'intendant de Soissons.**

C. 629.

Paris, le 25 may 1760.

Mme du Coudray, maîtresse sage-femme, M et très cher confrère, n'est point en Dauphiné, il est vray qu'elle auroit du y arriver a Pasques dernier suivant les conventions verbales que nous avions faites ensemble. Mais la misère de la Province, les contradictions, la résistance aux choses qui se projettent pour un plus grand Bien, enfin un peu de dégoût de ma part d'obliger la plus ingratte de toutes les Provinces pour ne la voir jamais rendre justice aux avantages qu'on lui procure et dont elle aime pourtant à jouir, tout cela a, je vous l'avoüerai, tant soit peu rallenti mon zèle.

Je ne renonce cependant pas à faire venir M^e du Coudray et alors je ferai venir sages femmes, chirurgiens, et (ce que cette femme préfère encore) de jeunes filles, sujets neufs, et qui n'ont encore succé aucun préjugé contraire à la bonne Méthode. Quelques douceurs sur la Capitation des Parents me feront à ce que j'espère des

prosélites et M^e du Coudray n'aura pas le sort du professeur de Langue Normande (?) Elle déposera au surplus huit de ses machines anatomiques dans les huit principales villes du Département qui à 400 fr. pièce feront pour la Province un objet de 3.000 de dépenses.

Et j'attacherai à chaque machine un démonstrateur ou démonstratrice du choix de M^e du Coudray dans la vue de perpétuer ces Etablissements et ses instructions.

J'ai l'honneur d'être

DE LA PORTE.

De Laverdy a l'Intendant de Soissons, Meband.

C. 629. Archiv. Départem.

à Fontainebleau, le 16 oct. 1769.

Monsieur

La D^e du Coudray qui a exercé à Paris pendant longtems la profession de sage femme a inventé une machine très ingénieuse pour la Démonstration des accouchements à l'aide de laquelle elle a formée dans plusieurs provinces et notamment dans celles de Bourgogne, d'Auvergne et de Bourbonnois des écoles d'Instruction pour les femmes de la Campagne qui se destinent à la profession d'accoucheuses. Le compte favorable qu'en ont rendu M^{rs} les Intendants de ces Provinces et les certificats qu'ils en ont donné ne me laissent aucun doute sur l'utilité dont il seroit que sa méthode fut connue dans le reste du Royaume et surtout dans les Lieux éloignés des villes capitales ou il ne perit que trop souvent beaucoup de sujets par l'impéritie de ces femmes qui pratiquent la profession d'accoucheuses et par le Défaut de secours. La D^e du Coudray paroît disposée à continuer à donner ses soins à cette instruction et à se transporter même dans les différentes province du Royaume pour cet effet. Je vous prie de donner en conséquences les ordres nécessaires à vos subdélégués pour qu'elle n'éprouve aucune difficulté dans les Lieux ou elle jugera à propos de s'établir ou d'en-

voyer ses élèves et qu'ils facilitent même en ce qui dépendra d'eux une œuvre aussi utile pour la conservation de l'espèce.

Je suis, M..

DE LAVERDY.

**Lettre de Turgot au sujet de la Veuve d'Auger
du Fôt.**

Archiv. Départem. C. 63o.

Paris, 4 octobre 1775.

A M. de Morfontaine.

J'apprends, M, la mort du sieur Augier du Fot et sa Vve m'écrit pour me demander une pension de six cent livres à prendre sur le traitement destiné à son successeur. Je trouverais en effet assez juste de faire un sort à la Veuve. C'est en général une très bonne espèce d'encouragement. Mais il s'agit d'abord de savoir si la mort du sieur du Fôt laisse en effet une place vacquante, si cette place est fondée dans la province, ou si ce n'est qu'un arrangement particulier qu'on avait fait pour le sieur du Fot, si vous croyez enfin qu'il faille le remplacer et sur quels fonds se prenait son traitement et devrait se prendre celui de son successeur. Si vous pensez qu'il faille lui en donner un, je crois qu'il sera bon de ne pas se presser sur le choix, afin de s'assurer un sujet distingué. Je vous serais obligé alors de m'indiquer ceux que vous auriez en vue. Je chercherais de mon côté et l'on pourrait consulter les gens de l'art les plus éclairés. D'après votre réponse je pourrai me décider sur le parti à prendre relativement au sort que demande la veuve de M. du Fot.

Je suis très parfaitement, Monsieur, Votre très humble et très obéissant serviteur.

TURGOT.

Les Inoculations. — Lettre de Malesherbes (1).

Ici un projet de lettre de l'intendant à M. de Malesherbes qui sort de notre sujet, mais que nous croyons devoir donner en raison de son intérêt.

M.

Le 20 avril 1776.

« J'avais projeté l'année dernière de faire établir l'inoculation dans ma généralité et j'avois jetté les yeux sur le S. Dufot, médecin pensionnaire du Roy à Soissons, homme très capable de suivre cette méthode avec fruit. M. Turgot qui connoissait les talens du S. Dufot avoit approuvé cet arrangement, mais ce médecin mourut l'automne dernier. Comme je n'ay personne pour le remplacer, je désirerois en charger M. Vorlock très connu et qui doit se rendre en Bretagne et dans la généralité de Tours pour le même objet. M. Duplessis m'a communiqué la lettre que vous lui avez écrite à ce sujet, j'en joins icy copie et vous supplie, M, de m'en faire adresser une semblable pour ma Généralité afin que je puisse y annoncer le S. Vorloch et tirer les obstacles qu'on pourroit apporter à un établissement si utile au bien de l'humanité.

Je

Réponse de Malesherbes à l'Intendant de Soissons.

A Versailles Le 26 avril 1776.

« Lorsque le sieur Vorlock qui doit se rendre en Bretagne, Monsieur, et dans la généralité de Tours, sera près à finir les tournées qu'il entreprend, il sera tems de juger du degré de protection qu'on voudra lui accorder pour l'établissement que vous avez dessin de lui proposer dans votre généralité.

J'ay l'honneur d'être bien parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

MALESHERBES. »

(1) *Archiv. Départem. Aisne, C. 630.*

**La taxe des sages-femmes. — Un reçu du Lieutenant du
Premier chirurgien du Roi pour Thiescourt.**

Je soussigné Adrien François Fournier, Bourgeois de Paris fondé de la procuration de M. Jean Baptiste Andouillé conseiller d'Etat, premier chirurgien du Roi, passée devant Girard, notaire à Paris le 16 avril 1784, spéciale à l'effet du recouvrement du droit de 21 f. 3 d. accordé, pour une fois seulement, audit sieur Andouillé à cause de son avènement à la charge du premier chirurgien du Roi, conformément à l'arrêt du Parlement de Paris du 23 novembre 1783, et aux déclarations du Roi et arrêts y relatés ; ledit droit à prendre et recevoir de tous et chacun les maîtres chirurgiens, Perruquiers, Barbiers, Etuvistes, Bailleuls⁽¹⁾, Renoueurs, Oculistes, Lithotomistes, Experts pour les dents, sages femmes, et tous autres faisant aucune desdites Professions dans toutes les Villes, Bourgs et villages du Royaume :

Reconnois avoir reçu de Marie Marguerite Gobillart dmte à Thiescourt

la somme de vingt six sols trois den.

pour le Droit dû audit sieur Andouillé par laditte Gobillart.

A cause de son dit avènement à la charge de premier chirurgien du Roi, en conséquence des arrêts et déclarations sus-énoncées.

Dont quittance

à Thiescourt, ce 9 septembre 1787

FOURNIER.

Demande d'admission au cours d'accouchements.

A Monsieur Hardy, subdélégué de l'Intendance à Soissons.

« Lon ma dit, Monsieur, que l'on alloit faire incessamment un cours d'accouchement à Soissons. Voules vous bien que je vous rappelle que vous aves bien voulu me promettre de faire une place a une femme de ce village que l'on appelle toinette Beaucelet. Ce

(1) Bailleul signifiait Rebouteur.

sera une bien bonne œuvre que je vous propose pour elle et pour la paroisse qui a grand besoin de ce secour et je serés tout aise de vous en avoir l'obligation. Je suis tout parfaitement, M, votre très humble et très obéissant

Signy DE BOURSONNE
à Boursonne, 30 avril 1776.

Un diplôme du professeur d'accouchements.

Je soussigné, Docteur en médecine et Professeur Royal de l'Art des accouchemens dans la généralité de Soissons, certifie à tous qu'il apartiendra que Marie Marguerite Gobillard âgée de 42 ans, de la paroisse de Thiescourt, Election de Noyon, Généralité de Soissons, faisant profession de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine a été choisie et nommée par MM. les Curé, syndic et principaux Habitans de la Paroisse de Thiescourt en conséquence de l'ordonnance de Monseigneur l'Intendant de ladite généralité, datée du 13 mars 1774, pour assister aux Cours d'accouchemens que j'ai fait, dans la ville de Noyon pendant le mois de May et d'Octobre 1784 et qu'après l'avoir interrogée à différentes fois, pendant le cours, sur chacune des leçons et manœuvres, elle a répondu conformément à ce qu'on lui avait enseigné et a pratiqué avec habileté et intelligence le Manuel des accouchemens, suivant la méthode qu'on lui a montrée. En foi de quoi je lui ai délivré le présent certificat, pour lui servir et lui valoir ce que de raison.

A Noyon, le trentième jour du mois d'octobre mil sept cens quatre vingt quatre.

† DEBERGE.

Nous, subdélégué de Monseigneur l'Intendant de la Généralité de Soissons, certifions à tous qu'il apartiendra, que la signature ci-dessus est celle du sieur Deberge, Professeur royal de l'art des Accouchemens dans la généralité de Soissons, et que foi doit y être ajoutée.

A Noyon, le trentième jour du mois d'octobre mil sept cens quatre vingt quatre.

FONDU.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — Les accoucheuses dans la généralité de Soissons au XVIII ^e siècle	7
CHAPITRE II. — L'Enquête, juin 1760	10
CHAPITRE III. — Projet de faire venir une sage-femme d'Auvergne : Mademoiselle du Coudray et ses machines.	21
CHAPITRE IV. — Le cours d'accouchements de 1774 à 1778. Auger du Fôt et Nachet.	26
CHAPITRE V. — Le cours d'accouchements de 1778 à 1786. De Berge, professeur	43
CHAPITRE VI. — Les résultats.	61
CONCLUSIONS.	71
PIÈCES JUSTIFICATIVES.	73

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
